



La grève des étudiants rattrape Jean Charest à Paris

Page A 3

www.ledesvoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIII N° 55

LE MARDI 13 MARS 2012

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

MADELEINE PARENT, 1918-2012

De toutes les luttes, jusqu'au bout

Une figure de proue du syndicalisme et du féminisme québécois disparaît

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Les jeunes descendent dans la rue et reprennent sans le savoir la lutte pour l'égalité que Madeleine Parent aura menée toute sa vie et jusqu'au bout de ses forces. Cette grande militante s'est éteinte dans la nuit de dimanche à lundi.

Madeleine Parent a fait siennes les luttes de la classe ouvrière avant de devenir l'une des consciences les plus avisées du féminisme québécois. Une femme de tête et de cœur, en avance sur son temps, qui aura milité bien au-delà de la retraite en jetant des ponts entre les communautés francophone, anglophone, allophone et autochtone, avant de mourir des suites d'une longue maladie, à l'âge de 93 ans.

«Sa combativité, on en aurait besoin ces temps-ci», soufflait hier, quelques heures après avoir appris le décès de sa grande amie, l'historienne Andrée Lévesque. «C'est un modèle. Des gens descendent dans la

VOIR PAGE A 10: PARENT

■ L'éditorial de Josée Boileau, page A 8: L'inspirante

■ Des lettres de témoignages en pages A 8 et A 9



AZIZ GEORGE NAKASH / FONDATION LÉA-ROBACK

Décédée hier à l'âge de 93 ans, Madeleine Parent a œuvré toute sa vie pour plus de justice sociale. Dès les années 1930, elle revendiquait pour les jeunes un droit d'accès universel à l'éducation, en même temps qu'elle militait pour obtenir le droit de vote des femmes. Elle est photographiée ici en 1949, à Montréal, par George Nakash, l'oncle du renommé photographe Yousuf Karsh.

SOUVERAINETÉ

Tout le monde au bercail, dit Landry

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Le retour en force des partis souverainistes dans l'opinion est «tellement significatif», croit Bernard Landry, que cela «devrait faire revenir pratiquement tous ceux qui ont quitté le Parti québécois».

L'ancien premier ministre péquiste croit que la chef Pauline Marois, en créant un comité sur la souveraineté — «avec des gens que je connais bien et en qui j'ai une grande confiance» —, a remis le cap sur l'indépendance. Ce virage, il souligne l'avoir «vivement souhaité», a-t-il rappelé lors d'une interview au *Devoir* hier, notamment dans une lettre ouverte parue dans les journaux en début d'année. «Maintenant, c'est tous à bord et tous pour la cause!», a-t-il clamé.

Le 24 janvier, alors que le PQ crouissait au troisième rang dans les sondages et que Mme Marois traversait une grave crise de leadership, M. Landry publiait une lettre ouverte dans les journaux. Il y enjoignait aux «personnes concernées» de «penser à la patrie avant tout» après avoir désigné la stratégie de Mme Marois, la «gouvernance souverainiste», comme «un contenu inapproprié [...] toxique [...] à l'origine de nos difficultés». Plusieurs y avaient vu une attaque contre la chef — rivale de longue date de M. Landry — au moment où plusieurs souhaitaient son remplacement par Gilles Duceppe. L'ancien premier ministre a nié encore une fois hier que ce fût le cas, soutenant que c'est quelques «titres» qui avaient interprété sa missive ainsi. Son objectif, a-t-il répété, c'était «le fond des choses»: mettre le cap sur l'indépendance. Sa lettre



Bernard Landry

VOIR PAGE A 10: LANDRY



MARK BLINCH REUTERS

AIR CANADA

Ottawa adoptera une loi pour empêcher tout arrêt de travail

■ À lire en page B 1

INDEX

Annonces.....	B 8	Idées	A 9
Avis publics..	B 4	Météo	A 7
Culture	B 10	Monde	A 6
Décès	B 8	Mots croisés	A 7
Économie	B 1	Sudoku	B 4
Éditorial	A 8	Télévision	B 9

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Les candidats se prêtent à un grand oral de philo

Ils ont tous dit oui au professeur québécois François Gauvin, sauf Nicolas Sarkozy

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Ce livre aurait-il pu être écrit au Québec ou même en Amérique du Nord? François Gauvin ne le croit pas. Imagine-t-on Pauline Marois, Jean Charest et François Legault répondant aux questions suivantes: existe-t-il une différence absolue entre le bien et le mal? Pensez-vous qu'il y ait des guerres justes? Comment définissez-vous la dignité humaine? Bref, les imagine-t-on dissertant pendant une heure et demie sur le sens de la vie ou de l'histoire?

François Gauvin, auteur du livre *Bayrou, Hollande, Joly, Le Pen, Mélenchon, Sarkozy... leur philosophie* (Germann), ne croit pas qu'il aurait pu faire la même chose chez nous. C'est pourtant à cet exercice que se sont allégrement prêtés les candidats à la présidence française auxquels ce professeur de philosophie a, ni plus ni moins,



PATRICK KOVARIK AFP



JOËL SAGET AFP



BERTRAND LANGLOIS AFP

Trois des candidats à la présidentielle française qui ont accepté de disserter sur de grandes questions philosophiques: François Hollande (PS), Marine Le Pen (FN) et François Bayrou (MoDem).

fait passer le grand oral de philo du baccalauréat.

Mais peut-être fallait-il justement un Québécois qui a fait son doctorat en

Allemagne et qui vit depuis plusieurs années en France, pour oser l'exercice auquel personne n'avait encore pensé et enfoncer les portes closes

qui se dressaient sur son chemin. «Je ne pouvais pas m'imaginer faire la

VOIR PAGE A 10: PHILO



ÉCOUTEZ POUR VOIR RENÉ HOMIER-ROY EN SEMAINE | 5H

AUJOURD'HUI à 8h15 Une question pour Jacques Duchesneau: qui contrôle la police?

Réalisation: Nadia Peillon

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/bienmeilleur

ACTUALITÉS

Stéphane Dion
s'attaque aux velléités
nationalistes du NPD

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Il répliquait du tac au tac à ses adversaires souverainistes, et le voilà qui change de cible pour s'attaquer au NPD. Stéphane Dion, l'ex-ministre de l'unité nationale, reprend la plume pour reprocher à la formation de feu Jack Layton de courtoiser dangereusement les nationalistes québécois.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir à divers médias, Stéphane Dion estime que la « flatterie séparatiste du NPD menace l'unité nationale ». Il en veut pour preuve le fait que le NPD a repris à son compte trois positions traditionnellement défendues par le Bloc québécois.

« Comme le Bloc, le NPD accepterait que la loi 101 s'applique aux institutions fédérales, sans réfléchir à l'impact négatif que cela aurait sur les minorités de langues officielles ailleurs au pays », déplore Stéphane Dion dans sa lettre. Il reproche aussi au NPD de promettre aux Québécois de maintenir leur poids relatif à la Chambre des communes tout en promettant aux Canadiens du reste du pays d'augmenter le leur. « Une impossibilité arithmétique. Il n'y a qu'aux sports qu'on peut donner son 110 % », raille-t-il.

Mais Stéphane Dion rage parce que le NPD se dit prêt à reconnaître la validité d'un référendum sur la souveraineté du Québec remporté par seulement 50 % plus une voix. « Défendre notre droit, c'est garantir que nous ne perdrons jamais la Canada, à moins de le désirer clairement. La Cour suprême nous a garanti ce "droit au Canada" ».

« Les Canadiens ont été trop indulgents avec le NPD, conclut M. Dion, peut-être à cause de leur statut historique de tiers parti ou à cause de l'émotion engendrée par la mort tragique de Jack Layton. Mais le pays doit aujourd'hui exiger plus de cohérence du NPD et de son futur chef, la cohérence qui est requise d'un parti national. »

Vers la fin des années 1990, Stéphane Dion s'était engagé

La « flatterie séparatiste du NPD menace l'unité nationale »

dans une guerre épistolaire avec le gouvernement péquiste à Québec. Ses lettres, et les répliques qu'il obtenait de Bernard Landry, notamment, alimentaient les manchettes. C'est lui qui s'était adressé à la Cour suprême pour déterminer à quelles conditions le Québec pourrait quitter le Canada. Cela n'a pas empêché la réélection du Parti québécois à l'automne 1998. Il ne craint pas que sa nouvelle sortie nuise à sa formation politique, qui tente de reconquérir le Québec.

« Après la loi sur la clarté en 2000, on a eu notre meilleur score [au Québec depuis 1980, avec 36 sièges]. Ce qui a calé le Parti libéral, on sait très bien ce que c'est, c'est un problème avec un programme qu'on a mal géré. » Le chef par intérim, Bob Rae, est d'accord avec son député. « M. Dion a mon entier appui lorsqu'il fait cette déclaration », a-t-il dit à propos de la clarté référendaire.

Le chef intérimaire du NPD, Nycole Turmel, s'est contentée de déclarer que le NPD était « un parti fédéraliste. On a été élus au Québec. On a été élus à la grandeur du Canada. On représente les intérêts des Canadiens et des Québécois. »

Le Devoir



Le député libéral Frank Valeriote a reconnu que son équipe avait elle aussi effectué des appels robotisés avant le scrutin du 2 mai.

Appels frauduleux

« Pierre Poutine » démasqué ?

MARIE VASTEL

Ottawa — L'état se resserre sur « Pierre Poutine », et un suspect dans l'affaire des appels frauduleux menés à Guelph en marge du dernier scrutin pourrait s'être manifesté hier auprès d'Élections Canada, mais le public devra peut-être patienter jusqu'à ce que l'enquête soit conclue pour en savoir plus. En attendant, peu de réponses ont été livrées aux Communes quant aux autres appels robotisés effectués ailleurs au pays. Raison de plus selon l'opposition pour réclamer de nouveau une enquête publique.

Au fil de son enquête, Elections Canada a découvert que des appels avaient été commandés dans Guelph auprès de la compagnie RackNine, proche du Parti conservateur. Ces enregistrements informaient erronément les électeurs que leur bureau de scrutin avait été déplacé. Elections Canada a déterminé que RackNine avait été contacté par l'entremise d'un téléphone cellulaire prépayé acheté par « Pierre Poutine » de Joliette, avec une carte de crédit prépayée. Le compte chez RackNine a été ouvert avec un autre nom, « Pierre Jones ». Mais malgré ces précautions, le président de RackNine, Matt Meier, serait parvenu à déjouer celui qui se faisait passer pour ces « Pierre » en identifiant une adresse IP assignée à une maison individuelle. Ces informations auraient maintenant convaincu un suspect de sortir de l'ombre hier pour collaborer avec Elections Canada, selon Postmedia News. Or, une porte-parole de l'agence fédérale a refusé de le confirmer, arguant qu'il faudrait probablement attendre que l'enquête soit ache-

vée puisque Elections Canada ne commente pas ses enquêtes en cours. De plus, si des accusations devaient être portées, ce ne serait pas immédiatement.

Du côté des Communes, munis de nouvelles révélations du camp libéral, les conservateurs ont une fois de plus rejeté toute responsabilité et évité de répondre à une seule question sur cette affaire. « Ce sont des appels sales, illégaux [sic] et libérales [sic] », a martelé Pierre Polivievre.

Enquête réclamée

Le député libéral de Guelph, Frank Valeriote, a reconnu samedi que son équipe avait elle aussi effectué des appels robotisés, quelques jours avant le scrutin du 2 mai. Au bout du fil, une femme — qui se présentait sous un faux nom — dénonçait le fait que le candidat conservateur, Marty Burke, soit opposé à l'avortement. « Votez de façon stratégique lundi [2 mai] pour protéger vos droits durablement acquis des conservateurs et des positions extrêmes de Marty. » Le problème, c'est que le message ne précisait pas qu'il était enregistré par la campagne libérale. Une entorse à la Loi électorale, ont scandé les conservateurs,

puisque la loi exige que ceux qui commandent une publicité indiquent qu'elle est autorisée par l'agent du candidat ou du parti.

M. Valeriote a rétorqué qu'il ne s'agissait pas d'une « publicité », et qu'Élections Canada n'avait pas jugé ces appels illégaux. Les libéraux ont par la suite indiqué qu'Élections Canada avait précisé au printemps dernier que la publicité interdite le jour de l'élection excluait les « messages, en personne ou automatisés, envoyés à une adresse de courriel ou à un numéro de téléphone précis ». Cette même logique s'appliquerait donc, selon eux, pour distinguer une publicité d'autres appels automatisés menés quelques jours plus tôt.

« Mais ne perdons pas de vue un enjeu beaucoup plus sérieux; des gens se présentant fausement comme Elections Canada et vous envoyant voter au mauvais endroit, intervenant délibérément avec votre capacité de voter », a noté le néodémocrate Charlie Angus.

Les partis d'opposition ont réitéré qu'il fallait une enquête publique, munie d'un mandat plus large et de davantage de pouvoirs pour forcer les témoignages.

Le Devoir

EN BREF

Mission inspirante
pour Lise Thériault

La ministre du Travail, Lise Thériault, est de retour d'une mission en Grande-Bretagne et en France, où elle s'est « inspirée », du 5 au 11 mars, « de ce qui se fait de mieux dans le monde pour combattre efficacement les pratiques frauduleuses qui peuvent porter atteinte à l'intégrité de nos institutions et nuire à certains secteurs de l'activité écono-

mique ». Mme Thériault, qui a notamment rencontré, à Londres, le chef de la direction de la National Fraud Authority et le commissaire de police chargé de la lutte contre les crimes économiques, et, à Paris, des conseillers du premier ministre français, était accompagnée du vice-président aux enquêtes à la Régie du bâtiment du Québec, Richard St-Denis, ainsi que de la vice-présidente de la CSST, Carole Théberge. — Le Devoir

Le Devoir

Des plaintes non détaillées

La majorité des 31 000 signalements reçus par Elections Canada en marge de son enquête sur les appels robotisés frauduleux étaient des lettres types ou des formulaires automatisés, a précisé l'agence fédérale au *Globe and Mail* hier. Ce genre de

missives préédigées — souvent mises à la disposition des électeurs par des groupes de pression qui les invitent à les signer et à les envoyer — ne détaillent pas des plaintes précises, mais se contentent de souligner une inquiétude d'ordre général.

Le Devoir

Exploitation du gaz de schiste

Le NPD veut des règles plus musclées

ALEXANDRE SHIELDS

Le Nouveau Parti démocratique exhorte Ottawa à resserrer les règles qui encadrent l'exploitation du controversé gaz de schiste, une industrie en plein développement dans l'Ouest canadien et qui souhaite s'implanter à grande échelle au Québec.

« La méthode d'extraction des gaz de schiste nécessite plusieurs produits chimiques qui peuvent se retrouver dans nos nappes phréatiques », ont fait valoir hier des députés néodémocrates du Québec, par voie de communiqué. Le ministre fédéral de l'Environnement a admis que l'utilisation de ces polluants potentiels dans l'exploitation des gaz de schiste relève de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, mais rien n'oblige les entreprises à révéler les produits utilisés pour leurs travaux. »

La plupart des produits utilisés dans les opérations de fracturation hydraulique sont connus. Plusieurs sont d'ailleurs considérés comme toxiques pour l'environnement. Mais la recette exacte utilisée pour fendre la roche et extraire le gaz relève du secret industriel, arguent les entreprises qui tirent leurs profits de cette source d'énergie fossile.

Une situation que déplore le NPD. « Quels produits chimiques menacent nos nappes phréatiques? » a demandé le député de Drummond, François Choquette. Les citoyens ont le droit de connaître les impacts possibles sur l'eau potable. Le gouvernement fédéral doit agir pour forcer les entreprises à révéler cette information et mener des analyses poussées pour s'assurer que nos sources d'eau potable sont protégées. »

L'opposition officielle à Ottawa

a ainsi annoncé hier le lancement d'une pétition exigeant un resserrement de la réglementation censée encadrer l'industrie du gaz de schiste. La pétition sera portée par des députés, mais également par des élus locaux québécois et des groupes de citoyens.

Le liquide injecté dans le sol est en partie récupéré et doit être traité. Seule une minorité des usines de traitement des eaux usées du Québec est en mesure de traiter les eaux de fracturation. Par exemple, la multinationale Talisman Energy a envoyé récemment les eaux polluées de deux bassins situés près de Trois-Rivières vers une usine de l'Ontario. Une centaine de camions ont été nécessaires au transport.

Par ailleurs, des opérations de fracturation hydraulique devraient être menées dans le cadre d'évaluations environnementales stratégiques de l'industrie pétrolière et gazière. On ne sait toutefois pas combien seront autorisées, ni si la recette exacte des eaux de fracturation sera rendue publique. On ne sait pas non plus si de telles opérations seront menées par des pétrolières au Québec. L'entreprise Pétrolia a déjà fait savoir qu'elle devra probablement avoir recours à la fracturation pour extraire le pétrole de l'île d'Anticosti. Cette méthode d'extraction de l'or noir n'a jamais été tentée au Québec et l'on ignore les risques qu'elle pose pour l'environnement.

Le Devoir

CONCOURS

LE DEVOIR
Libre de penserEXPO
manger santé
et vivre vertSPA
EASTMAN
RELAIS SANTÉUn court séjour déterminant pour adopter
un nouveau style de vie.COUREZ LA CHANCE
DE GAGNERUn séjour de
2 nuits pour 2 personnes
« Forfait Spa de Destination »
au Spa Eastman

Valeur 728\$ (avant taxes)

Le tirage aura lieu le
15 mars 2012.
Pour participer, remplissez
le formulaire en ligne:
www.ledevoir/concours15^e édition Expo Manger Santé et Vivre Vert
MONTRÉAL 16-17-18 mars
Palais des congrès12^e édition Aussi à QUÉBEC 24.25 mars
Centre des congrès

Congédié ?

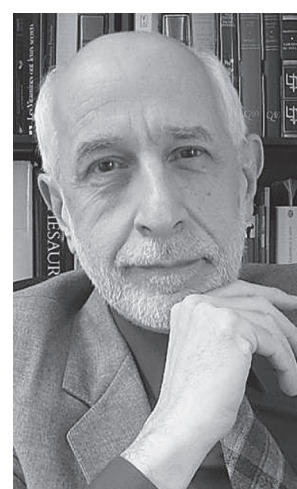
Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



ACTUALITÉS

L'insupportable miroir



MICHEL DAVID

L'adage selon lequel on a les gouvernements que l'on mérite est plutôt déprimant. L'image qu'ils nous renvoient peut même devenir carrément insupportable.

Les mirages du Plan Nord ne suffisent manifestement pas à faire oublier que le gouvernement Charest a largement contribué à nous faire passer pour les ripoux de la fédération. Le Canada anglais ne demandait peut-être qu'à le croire, mais que doit-on penser d'un État où même l'octroi de nouvelles places garderies fait l'objet d'un trafic?

L'usure du pouvoir ne saurait expliquer à lui seul que le taux d'insatisfaction enregistré par les sondages se maintienne à un niveau record depuis si longtemps. Après neuf ans de pouvoir péquiste, Bernard Landry s'était lancé en campagne avec un taux de satisfaction avoisinant les 50 %. Le gouvernement Charest a pris de telles libertés avec l'éthique publique que sa seule présence donne mauvaise conscience.

Le désir de changement n'a pourtant pas empêché le reflux de la vague apparemment irrésistible qui portait François Legault. Il est vrai que la CAQ a déçu en apparaissant comme un simple clone de l'ADQ, mais il y a plus.

Tout le monde convient que nos systèmes de santé et d'éducation sont éminemment perfectibles, même si les solutions proposées par la CAQ ne font pas l'unanimité. La conception unidimensionnelle de l'État qui semble animer M. Legault demeure néanmoins un peu gênante. Tout est-il simplement affaire de gestion?

Pierre Elliott Trudeau était un piètre gestionnaire, mais l'envergure du personnage et son idéal de «société juste» avaient quelque chose de séduisant, qui suscitait une certaine fierté chez une majorité de Québécois, malgré son refus obstiné de reconnaître la «société distincte».

La façon remarquable dont Pauline Marois a traversé la crise interne au PQ a manifestement impressionné la population, alors que M. Legault ne s'est pas particulièrement distingué par la qualité de son leadership.

Sans minimiser sa contribution personnelle à la remontée du PQ dans les sondages, qui lui permet maintenant d'envisager la formation d'un gouvernement majoritaire, il se trouve que Mme Marois est également à la tête d'un parti qui défend toujours un idéal qui va au-delà de la gestion à la petite semaine.

Même ceux qui demeurent sincèrement attachés au Canada ou qui craignent simplement les conséquences de la souveraineté peuvent difficilement nier une certaine noblesse au projet souverainiste. On peut légitimement s'y opposer, voire le démoniser, mais la quête de l'indépendance n'a certainement rien de gênant ou de honteux pour une collectivité.

D'ailleurs, un idéal peut très bien susciter l'admiration sans que l'on y adhère. Ainsi, la popularité d'Amir Khadir déborde très largement les rangs de Québec solidaire (QS). Quand il fait la leçon à Henri-Paul Rousseau ou à Lucien Bouchard, il défend à sa façon un appétit de justice que partagent une majorité de Québécois.

Le problème est que QS fait maintenant face à une nouvelle concurrence sur son propre terrain. Le récent sondage Léger Marketing-*Le Devoir*, dont les résultats ont été publiés samedi, mesurait pour la première fois l'appui donné au nouveau parti dirigé par Jean-Martin Aussant, Option nationale. Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, ce n'est pas le PQ, mais plutôt QS qui a pâti des 2 % d'intentions de vote dont Option nationale est créditée.

C'est au niveau fédéral que le miroir à l'effet le plus répulsif. Les Québécois n'arrivent plus à se reconnaître dans l'image que leur renvoie le gouvernement Harper. Le cri d'alarme lancé par l'ancien collaborateur de Brian Mulroney, Peter White, avant la sortie spectaculaire de Justin Trudeau, apparaît pleinement justifié.

«Nous observons la lente séparation de facto du Québec du reste du pays, émotionnellement, spirituellement et intellectuellement», écrivait-il dans une lettre ouverte publiée dans le magazine *Maclean's* en janvier dernier.

Qu'il s'agisse de l'abolition du registre des armes à feu, de l'exploitation des sables bitumineux, de l'utilisation des symboles monarchiques ou encore de l'augmentation des dépenses militaires, le sentiment d'aliénation des Québécois devant les initiatives fédérales va en grandissant, a constaté Léger Marketing dans un autre sondage, effectué celui-là pour le compte de QMI.

Pauline Marois ne s'engagera certainement pas à tenir un référendum sur la souveraineté au cours d'un premier mandat, mais un gouvernement péquiste majoritaire pourrait bien se retrouver dans une meilleure position pour réunir les «conditions gagnantes» que jamais depuis le référendum de 1995.

Que 45 % des personnes interrogées par Léger Marketing disent clairement souhaiter que le Québec «devienne un pays souverain» constitue un appui nettement plus solide que celui dont disposait le gouvernement Parizeau quand il a pris le pouvoir.

Près de la moitié croient maintenant que le Québec se porterait mieux (28 %) ou aussi bien (21 %) sans le Canada, alors que 43 % estiment qu'il se porterait moins bien. Bien des choses peuvent changer au Québec d'ici aux prochaines élections, mais il serait étonnant que ce soit le cas de Stephen Harper.

mdavid@ledevoir.com

En visite à Paris

Charest rattrapé par la grève étudiante

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Pas de répit pour Jean Charest. À peine arrivé à Paris pour une visite de deux jours, le premier ministre a été interpellé par un étudiant qui voulait lui rappeler que plusieurs dizaines de milliers de ses camarades étaient en grève au Québec. Le premier ministre était sur le point de pénétrer dans le siège de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), avenue Bosquet dans le VII^e arrondissement, lorsque William J. Beauchemin a brusquement franchi le cordon de sécurité pour offrir au premier ministre un billet d'avion de retour afin d'aller négocier avec ses camarades en grève.

L'étudiant, inscrit en philosophie à la Sorbonne et à l'UQAM, a été violemment maîtrisé par l'agent de la Sûreté du Québec qui assure la garde rapprochée du premier ministre. L'agent l'a aussitôt écarté de la foule et maintenu fermement pendant de longues minutes. William J. Beauchemin a ensuite été remis au policier du Service français de protection des hautes personnalités. Celui-ci lui a demandé de décliner son identité et l'a menacé de lui retirer son visa. L'étudiant québécois a été relâché au bout de 45 minutes, non sans qu'on lui intime l'ordre de se tenir tranquille s'il voulait conserver son visa. L'agent de la SQ nous a ensuite confié avoir craint le pire puisque l'étudiant, par ailleurs tout à fait inoffensif, avait une main dans sa poche. «On ne sait jamais», dit-il.

L'incident s'est déroulé si rapidement que le premier ministre n'a pas eu le temps de voir l'aller simple pour Montréal qu'on lui destinait. Son prix était de «160 000 étudiants en grève». Sa durée, celle d'une «grève générale illimitée». «Les étudiants sont impatients, et Jean Charest devrait aller négocier, au lieu de venir à Paris», dit William J. Beauchemin qui était parmi les organisateurs de la manifestation qui a réuni vendredi une soixantaine d'étudiants devant la Délégation générale du Québec à Paris.

Après cet incident, le premier ministre du Québec s'est entretenu longuement avec le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, de l'organisation prochaine du Forum international sur la langue française qui se tiendra à Québec du 2 au 6 juillet. Ce forum, ouvert largement aux membres de la société civile, sera «l'occasion de parler de la langue française, mais dans un environnement très différent de celui des sommets», a déclaré Jean Charest.

Dans ce qui pourrait être une allusion à peine voilée au très bref passage du président Nicolas Sarkozy lors du sommet de la Francophonie tenu à Québec en octobre 2008, Abdou Diouf a insisté pour dire: «Je serai à Québec pendant cette période du 2 au 6 juillet sans discontinuer. Je ne vais pas venir pour l'inauguration et reprendre l'avion.» L'attitude du président français avait alors été très controversée.

Le secrétaire de la Francophonie s'est par ailleurs félicité des préparatifs du Forum qui sont «au-delà de nos espérances», dit-il. Il a aussi confirmé l'organisation, «sauf crise majeure», en octobre prochain du prochain sommet de l'OIF à Kinshasa sur les thèmes de l'environnement et de l'économie.

Concernant les difficultés du français à Montréal, à la Caisse de dépôt ou au CHUM alors même que le Québec accueillera ce premier Forum international sur la langue française, le premier ministre s'est voulu rassurant. «Chez nous, on sera toujours très vigilant sur la langue française, dit-il. [...] Quand on fait tout le portrait de la langue au Québec, il y a une progression. Entre autres chez les immigrants qui ne parlent ni l'anglais ni le français.» Et Abdou Diouf d'ajouter: «D'après les statistiques que j'ai, le français progresse au Québec.» Il a néanmoins précisé que «c'est notre honneur et notre force de pouvoir dire:

«non, nous refusons un monde unilingue!», «non, nous refusons la pensée unique!», «non, nous voulons le pluralisme sur le plan linguistique, sur le plan culturel et sur tous les autres plans de l'activité humaine!...»

«Buy European Act»

Interrogé sur la proposition faite dimanche par Nicolas Sarkozy de faire adopter un Buy European Act, à l'image du Buy American Act qui force les États et les entreprises subventionnées à acheter des produits américains, Jean Charest s'est de nouveau voulu rassurant.

«La crise financière et économique a eu pour effet de raviver les réflexes protectionnistes un peu partout sur la planète, pas uniquement aux États-Unis, dit-il. [...] Ce que nous visons, c'est l'ouverture des marchés et la réciprocité. Je pense que c'est ce que veulent aussi les Européens, incluant les Français. [...]»

Selon le premier ministre, cette initiative du président français, pourtant le principal allié du Québec dans les négociations de libre-échange entre la France et le Canada, ne devrait pas compromettre le traité dont la signature se fait toujours attendre. «Je me fie à ce que nous négocions avec l'Europe et [...], on peut être rassuré», dit-il.

Le premier ministre a assisté en soirée à une représentation de la version chantée des *Belles-Sœurs* au Théâtre du Rond-Point. Parmi les personnalités présentes, on remarquait les artistes québécois Claude Meunier et Carole Laure ainsi que le couturier et homme d'affaires français Pierre Cardin et le secrétaire d'État Frédéric Lefebvre. Aux spectateurs français, Jean Charest a tenu à préciser: «Dans cette salle et pour toute la soirée, c'est vous qui avez un accent.»

Correspondant du Devoir à Paris



Après avoir manifesté dans le calme et le silence, les étudiants ont effectué, en fin d'après-midi hier, un blocage de la rue Sainte-Catherine, tout près de l'UQAM.

Manifestations étudiantes

Le calme après les dérapages

LISA-MARIE GERVAIS

Après les dérapages des affrontements de la semaine dernière, le mouvement étudiant entamait hier matin sa cinquième semaine de grève... dans le silence. Sans mot dire, les étudiants ont été près d'un millier à défilier dans le centre-ville de Montréal arborant une touche de rouge.

«[La manifestation] s'inscrit dans la lutte contre la hausse des frais et elle envoie un message qui dit qu'on ne veut pas d'actions violentes», a expliqué Marie-Michelle, une étudiante en travail social à l'UQAM. «Et une voix, c'est pas juste dans les slogans qu'on peut l'avoir... Notre message passe dans les actions comme celle-là et la solidarité.»

Dans un itinéraire bien établi et fourni à la police, le cortège muet s'est mis en branle au parc Emile-Gamelin, près de l'UQAM, pour terminer sa course dans un immense sit-in devant les bureaux de Jean Charest avenue McGill College. Un bruit de cloches a retenti depuis l'Université McGill, et les étudiants se sont mis à crier et à applaudir comme s'ils livraient une ovation à leur idole. Le silence a ainsi été

rompu, mais il avait produit son effet. «A la source oreille des têtes dirigeantes, nous opposons notre mutisme. Il n'y a plus de mot pour crier notre désaccord», ont signifié les organisateurs.

D'autres actions pacifiques ont été menées dans le courant de la journée dans le but de montrer que les étudiants ont toujours su respecter l'ordre. C'est dans cet esprit de calme, bon enfant, que des grévistes ont effectué un blocage de la rue Sainte-Catherine, tout près de l'UQAM. «A nous la rue» a rassemblé une centaine d'étudiants venus tricoter, jouer de la musique et faire des dessins à la craie. Les policiers les observaient de loin et l'ambiance était tout à fait décontractée. Craignant une occupation par des étudiants, la direction de l'UQAM avait néanmoins ordonné le matin même la fermeture de quatre de ses principaux pavillons (Hubert-Aquin, Judith-Jasmin, Paul-Gérin-Lajoie et Thérèse-Casgrain).

Rappelés que la blessure grave à l'œil de Francis Grenier, qui avait reçu des éclats de grenade assourdissante, avait semé l'émoi chez les étudiants. Déçu du manque d'assistance de la part des policiers, il songe

à déposer une plainte. Par ailleurs, *Le Devoir* a voulu connaître le nombre de plaintes et d'enquêtes ouvertes en lien avec les manifestations étudiantes. Or, la déontologie policière a indiqué que ces renseignements étaient confidentiels et le Service de police de la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de donner l'information.

Poursuite du mouvement

Avec ceux de l'Université Concordia, qui se joint au mouvement, le nombre d'étudiants en grève devrait franchir le cap des 175 000 jeudi prochain. Demain, ce sera au tour des étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi de se positionner sur leur participation au mouvement de contestation.

Plusieurs autres actions se dérouleront dans les prochains jours, dont une manifestation organisée par des étudiants de l'Université de Montréal mercredi à 13h30. Jeudi 15 mars à Montréal, les étudiants retourneront voir Raymond Bachand afin de prendre le thé en sa compagnie, «si possible», ont-ils indiqué.

Le Devoir Avec La Presse canadienne

Quatre inspecteurs de plus pour les 468 CHSLD

LIA LÉVESQUE

Québec ajoutera quatre inspecteurs aux deux déjà en place pour évaluer les 468 CHSLD du Québec et ils devront non seulement manger la même nourriture que les résidents, lors de leur visite, mais la manger dans la même salle qu'eux, afin d'avoir une impression réelle de sa qualité.

Et leur visite devra désormais se faire à l'improviste, ont précisé hier le ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, et sa collègue déléguée aux Services sociaux, Dominique Vien, au cours d'une rencontre avec la presse dans un Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) du sud-ouest de Montréal.

Les visites auront lieu aux 18 à 24 mois, un intervalle de temps voulu comme assez large afin que le passage des inspecteurs soit moins prévisible, a précisé le ministre de la Santé.

Le ministre Bolduc a rejeté l'idée de visiter les centres incognito. «La mentalité d'espionnage dans les CHSLD, là, il faut s'enlever ça de la tête. Les familles viennent voir les patients régulièrement. Il y a moyen de venir voir et de l'évaluer de l'extérieur. Quand vous créez cette culture d'espionnage, vous n'aidez pas les personnes âgées», a-t-il objecté.

Avec les inspecteurs qui seront ajoutés et les personnes qui gravitaient déjà autour de l'équipe d'évaluation, ce sont au total de 40 à 50 personnes qui seront engagées dans le processus d'évaluation, une équipe «plus robuste», au dire du ministre Bolduc.

Une controverse a sévi durant plusieurs jours, la semaine dernière, après le dévoilement de rapports d'inspection de CHSLD faisant état de cas de nourriture servie froide, de résidents qui avaient froid pendant des soins d'hygiène, de manque de respect envers des personnes âgées.

Les mesures annoncées coûteront 2,5 millions. Environ 39 000 personnes vivent dans les CHSLD du Québec. Québec consacre 3 milliards de dollars par année à ces centres.

Réactions

Les réactions des groupes intéressés sont diverses. Présent sur place, Paul Brunet, du Conseil pour la protection des malades, revendique une plus grande écoute de ce que les résidents ont à dire. «Si les administrations écoutaient juste la moitié de ce que les comités de résidents ont à dire, ils régleraient beaucoup de problèmes qui, malheureusement, sont rendus dans les médias aujourd'hui.»

De son côté, l'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic a perçu la chose d'un œil plutôt défavorable, déplorant le fait que seulement 460 des 773 recommandations visant les CHSLD évalués en 2010 et 2011 aient été complètement réalisées, selon le bilan publié par le ministre. L'association s'attarde au fait que cela constitue 59,5 %, ce qui ne donne pas la note de passage.

Dans son Bilan du suivi des recommandations après les visites d'appréciation de la qualité pour 2010-2011, publié la même journée que la conférence de presse, le gouvernement regroupe les recommandations «réalisées ou en cours de réalisation», ce qui donne plutôt un pourcentage de 97 %. L'AQRP parle donc d'un «bilan de complaisance».

De son côté, l'Association des retraités de l'éducation et des autres services publics a bien reçu l'ajout d'inspecteurs et le fait que les visites soient désormais réalisées à l'improviste.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Chasse à la baleine

Les militants animalistes crient victoire

Les baleiniers japonais n'ont atteint que le tiers de leur quota

ALEXANDRE SHIELDS

Pour une deuxième année consécutive, les actions des militants anti-chasse ont fortement perturbé la campagne menée par les baleiniers japonais en Antarctique. À tel point qu'ils ont harponné à peine le tiers des cétacés qu'ils comptaient mettre à mort. L'Australie, opposée à cette chasse qualifiée de «scientifique» par Tokyo, a aussi réitéré son intention de poursuivre son action en justice pour forcer le Japon à y mettre fin.

Les baleiniers, partis du Japon en décembre, ont ainsi capturé 266 petits rorquals et un rorqual commun, le deuxième plus gros animal vivant sur la planète. Or, Tokyo espérait bien remplir son quota d'environ 900 petits rorquals tués, ainsi que quelques dizaines de rorquals communs. Les cheptels de ces deux espèces observées chaque été dans le Saint-Laurent sont méconnus.

Par voie de communiqué, l'Agence des pêches nipponne a attribué ses insuccès à l'action des militants de l'organisation Sea Shepherd, fondée par le Canadien Paul Watson. «Les prises ont été inférieures à ce qui avait été prévu en raison des conditions climatiques et des actes de sabotage perpétrés par des militants, a-t-on fait valoir. Il y a eu incontestablement des campagnes de sabotage derrière ces chiffres.»

Les animalistes, qui bénéficient de l'appui financier de nombreuses personnalités, ont poursuivi la flotte japonaise à bord de trois navires, dont le *Bob Barker* et le *Brigitte Bardot*. Ils ont attaqué les baleiniers en lançant des bombes puantes sur le pont ou en tentant de stopper leurs hélices de propulsion à l'aide de câbles. Par le passé, des navires des deux camps sont parfois entrés en collision. En janvier 2010, un bateau de la Sea Shepherd a même été coupé en deux par un baleinier.

«Ça été une campagne couronnée de succès. Pas aussi bien que l'an dernier, mais bien mieux que toutes les années passées», a commenté Paul Watson. L'an dernier, le Japon avait été contraint d'interrompre sa campagne après avoir tué 172 baleines.

Le Japon prétend depuis des années qu'il mène une chasse dédiée à la «recherche scientifique», ce qui est autorisé par la Commission baleinière internationale (CBI). Mais soit les informations recueillies sur les carcasses sont déjà connues, soit elles peuvent être obtenues par des moyens non létaux. La viande des cétacés est par ailleurs vendue dans les supermarchés.

Les pays protecteurs des baleines et les défenseurs de l'environnement dénoncent d'ailleurs cette pratique comme une chasse commerciale déguisée. L'Australie a même réaffirmé la semaine dernière son intention de poursuivre ses démarches en justice. «Les activités baleinières nipponnes sont contraires au droit international, a affirmé le gouvernement australien dans un communiqué. C'est pourquoi l'Australie a entamé et va poursuivre une plainte auprès de la Cour internationale de justice. Nos efforts visent à mettre fin pour de bon à la pêche baleinière dans l'Antarctique.»

Même si plusieurs espèces de cétacés fréquentent les eaux canadiennes, le Canada ne fait pas partie de la CBI.

Le Devoir

La Norvège part à la chasse

Si le Japon utilise le prétexte d'une chasse «scientifique» pour justifier ses campagnes en Antarctique, la Norvège et l'Islande mettent aussi à mort des cétacés année après année. Les deux pays pratiquent d'ailleurs ouvertement une chasse commerciale, puisqu'ils ont refusé d'adhérer au moratoire adopté par plusieurs États en 1986. Les deux pays ciblent des petits rorquals et des rorquals communs, deux espèces dont les cheptels sont méconnus.

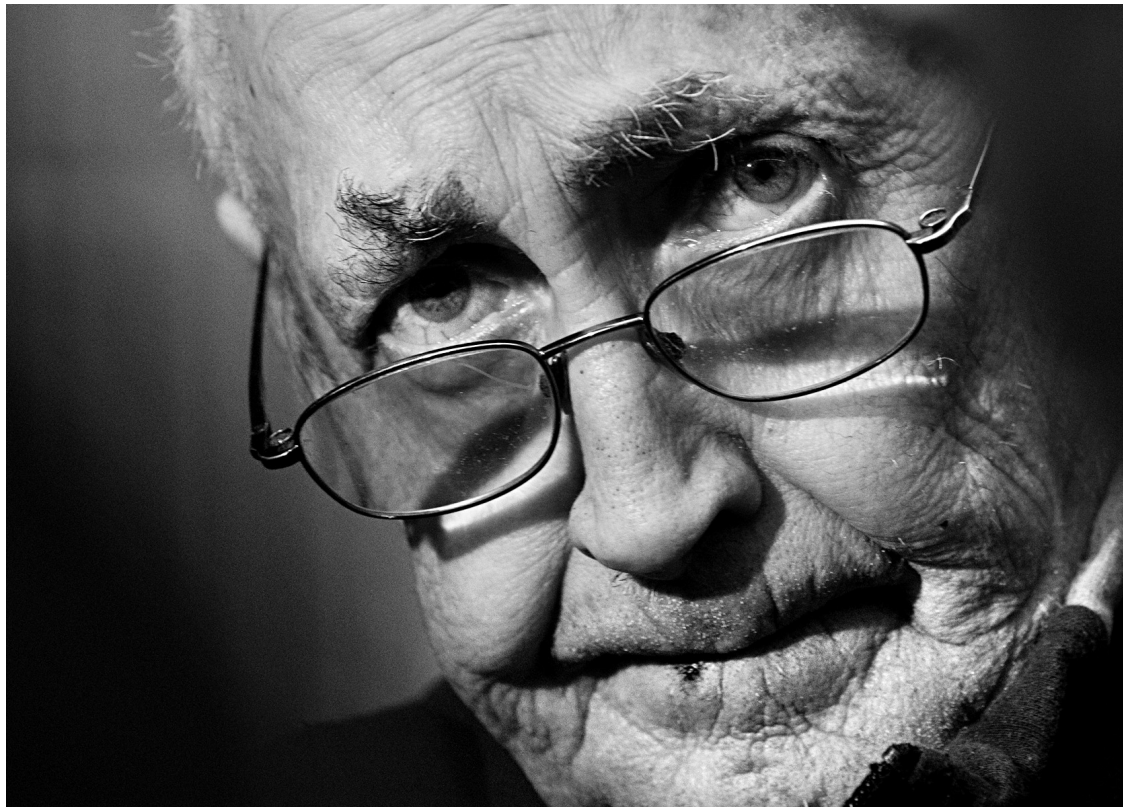
Oslo a d'ailleurs annoncé récemment avoir étendu ses zones de chasse dans l'Océan Arctique, après avoir constaté que les quotas fixés chaque n'étaient pas remplis. Le pays scandinave espère ainsi harponner un total de 1286 rorquals cette année.

Greenpeace a critiqué cette décision. «Au lieu de lui donner des carottes lui permettant de se maintenir en vie, le gouvernement serait mieux avisé d'organiser un démantèlement bien ordonné de l'activité baleinière», a déclaré récemment à l'Agence France-Presse un responsable norvégien du groupe écologiste.

EN BREF

Cheney estime que le Canada est trop dangereux pour lui

Toronto — L'ancien vice-président américain Dick Cheney a annulé un discours qu'il devait donner ce printemps au Canada pour des raisons de sécurité. M. Cheney devrait prononcer une allocution sur son expérience à la Maison-Blanche et la situation politique actuelle aux États-Unis au Palais des congrès de Toronto métropolitain le 24 avril. Le promoteur de l'événement a expliqué que l'ex-politicien et sa fille Elizabeth avaient renoncé à leur visite à cause des manifestations tenues lors du passage de Dick Cheney à Vancouver l'automne dernier. Ils ont affirmé qu'il était préférable pour leur sécurité de ne pas se rendre en sol canadien. — *La Presse canadienne*



Jean-Yves Blais, qui a survécu à un cancer du poumon, exige 105 000 \$ pour chacun des 90 000 fumeurs frappé, d'un cancer (poumon, gorge ou larynx) ou d'emphysème.

Recours collectif

L'industrie du tabac nie toute responsabilité

«Ce qu'on vend, c'est de la dépendance. La dépendance, c'est l'antithèse du choix», affirme l'avocat d'une requérante

BRIAN MYLES

L'industrie du tabac a rejeté en bloc toute forme de responsabilité civile à l'endroit des millions de fumeurs qui ont souffert de cancers ou de la dépendance à la nicotine hier lors de l'ouverture d'un procès en recours collectif qui pourrait lui coûter jusqu'à 27 milliards de dollars.

Les trois géants du tabac ont déployé les gros canons pour faire rejeter deux recours collectifs qu'ils jugent mal fondés en droit. Imperial Tobacco est représenté notamment par Suzanne Côté, l'avocate du gouvernement lors de la commission Bastarache. Rothmans, Benson&Hedges a retenu les services de Gerald Tremblay, ancien bâtonnier et chef de file en matière de recours collectif et litige commercial. Enfin, JTI-MacDonald est représenté par Guy Pratte, l'avocat de Jean Pelletier lors de la commission Gomery et des juges de la Cour du Québec lors de la commission Bastarache.

D'entrée de jeu, Suzanne Côté a minimisé les risques associés au tabac dans ses remarques préliminaires au juge Brian Riordan. Certes, la cigarette peut causer une dépendance, mais il est aussi possible d'arrêter de fumer. À preuve, il y a plus de non-fumeurs que de fumeurs aujourd'hui, a-t-elle dit.

Le fumeur dispose de son libre arbitre. S'il allume, c'est en toute connaissance de cause, car les risques sont largement connus du public depuis les années 1950, a enchaîné Mme Côté dans une salle bondée du palais de justice, où s'entassaient plus de 100 personnes. «L'industrie est légale et fortement réglementée», a-t-elle martelé, rappelant que le gouvernement fédéral avait supervisé progressivement, à partir des années 1930, toutes les étapes dans la production, la distribution et la mise en marché des cigarettes.

Ses collègues ont repris des arguments similaires. Autant en matière de dépendance que de cancers, chaque cause est unique et elle mériterait la présentation d'une preuve sur une base individuelle, ont-ils avancé.

Plus de 27 milliards

Le recours collectif ne serait donc pas le bon véhicule procédural. Les victimes du tabac «ne jouent aucun rôle dans la pièce qu'on veut nous monter, même pas celui de figurant», a dénoncé Guy Pratte.

Toute la cause repose sur les cas de figure des deux requérants, Cécilia Létourneau et Jean-Yves Blais. La première réclame 10 000 \$ pour chacun des 1,78 million de fumeurs atteints comme elle de dépendance à la nicotine (17,8 milliards). Le second, qui a survécu à un cancer du poumon, exige 105 000 \$ pour chacun des 90 000 fumeurs frappés

Alcool et cigarettes

Les préadolescents sont sensibles aux pressions sociales

CAROLINE MONTPETIT

Les préadolescents savent que fumer la cigarette et consommer de l'alcool sont des habitudes mauvaises pour la santé, mais ils sont aussi très sensibles aux arguments positifs qui favorisent cette consommation. Les jeunes sont particulièrement sensibles aux influences sociales dans ces domaines.

C'est ce que montre une étude codirigée par des professeurs de l'Université Concordia et de l'Université de l'État de New York à Buffalo.

Les auteurs de cette étude, Roisin O'Connor et Craig Col-

der, concluent donc que «l'éventuel passage à l'acte» de ces jeunes «dépend fortement de l'image de consommation de drogues dressée par les médias ainsi que de la pression des pairs».

Les chercheurs ont soumis 400 enfants âgés de 10 à 12 ans à un test informatif. Ceux-ci devaient associer des images de cigarettes et d'alcool à des mots positifs ou négatifs.

Impulsivement et automatiquement, les enfants considéraient ces substances comme mauvaises, constatent les chercheurs. Cependant, «ils peuvent très facilement surmonter leurs a priori et penser qu'elles sont

d'un cancer (poumon, gorge ou larynx) ou d'emphysème (9,45 milliards).

L'un des avocats de Cécilia Létourneau, Bruce Johnston, a vilipendé l'industrie pour avoir mis en marché un produit qu'elle savait nocif et dangereux tout en cherchant à banaliser ce risque ou à le nier. «Ce qu'on vend, c'est de la dépendance, a-t-il dit. La dépendance, c'est l'antithèse du choix.»

Son collègue André L'Espérance souhaite que ce procès marque un premier pas vers l'interdiction de la vente de cigarettes. Les fabricants «font le commerce de la mort. Ils vendent un produit qui tue», a dit M^e L'Espérance, qui représente Jean-Yves Blais.

En marge de ces audiences fort courues, les géants du tabac ont mis l'accent sur la liberté de choix des fumeurs, réitérant que les risques sont connus depuis longtemps dans leurs communiqués de presse respectifs. Imperial Tobacco a même assimilé à «une simple mainmise opportuniste» les deux recours collectifs et les diverses poursuites des gouvernements provinciaux pour récupérer les coûts de soins de santé.

Le Devoir

Une petite victoire

Cécilia Létourneau et Jean-Yves Blais ont entamé en 1998 leurs premières démarches pour intenter des recours collectifs contre les trois géants du tabac qui accaparent 98 % du marché de la vente de cigarette au Canada. Ils ont dû patienter sept ans avant que la Cour supérieure n'autorise les deux recours, en 2005, et un peu plus de six ans avant que la cause ne soit finalement mise au rôle, avec audition des témoins. Le grand rendez-vous d'hier, devant le juge de la Cour supérieure Brian Riordan, marque donc pour eux une victoire avec un petit «v». Mme Létourneau, 65 ans, était soulagée. Avant d'intenter un recours collectif, elle avait poursuivi, sans succès, l'industrie du tabac aux petites créances en 1996. Elle s'est révoltée après s'être rendu compte qu'elle avait commencé à fumer, à l'âge de 19 ans, sans qu'on l'informe des risques. «La nicotine contenue dans la cigarette crée une dépendance, et ce n'est qu'aujourd'hui que j'arrive enfin à faire entendre mon point de vue et faire connaître à la population la vérité», a-t-elle expliqué.

La dame a tenté à de multiples occasions d'arrêter de fumer. Chaque rechute a entraîné une baisse profonde de son estime de soi.

Tribunal d'appel américain

La peine de prison d'Ahmed Ressim jugée insuffisante

Cet ex-Montréalais avait été condamné à 22 ans de prison pour complot terroriste

San Francisco — Un tribunal d'appel américain a invalidé la peine de 22 ans de prison imposée au terroriste Ahmed Ressim, estimant qu'elle était «déraisonnablement clémente».

La cour a tranché hier, à sept juges contre quatre, en faveur de l'appel sur la peine interjetée par le gouvernement américain, et a renvoyé l'affaire devant un juge fédéral à Seattle pour le prononcé d'une nouvelle sentence.

Ressim avait été arrêté dans l'État de Washington en 1999 alors qu'il se rendait à l'aéroport international de Los Angeles afin de commettre un attentat à la bombe pour le passage à l'an 2000. Il a été reconnu coupable de neuf infractions criminelles.

Ressim détenait un faux passeport canadien, mais son anxiété après avoir débarqué du traversier en provenance du Canada avait mené à une fouille de sa voiture louée. Les autorités avaient trouvé plus de 100 livres de produits chimiques, de même que des dispositifs pour déclencher des explosions et d'autres équipements, pouvant permettre la fabrication d'une bombe au nitrate.

Le tribunal, dont les membres figurent parmi les juges les plus libéraux du pays, a déterminé que le complot de Ressim pour faire exploser l'aéroport le jour de l'an de 2000 était «horrible» et destiné à intimider la nation américaine et le monde. «Si Ahmed Ressim était parvenu à ses fins, LAX [acronyme de l'aéroport international de Los Angeles] serait entré dans notre vocabulaire au même titre que l'attentat d'Oklahoma City ou le 11-Septembre», mentionne la décision écrite par le juge Richard R. Clifton.

Le gouvernement avait prétendu que les lignes directrices pour l'imposition de sanctions prévoyaient plutôt une peine de 65 ans de prison. La peine de 22 ans avait été imposée puis confirmée par le même juge fédéral américain.

Les enquêteurs affirment que Ressim avait fréquenté trois camps d'entraînement pour terroristes islamistes en Afghanistan entre mars 1998 et février 1999. Ressim avait habité à Montréal pendant un moment avant son arrestation.

Associated Press

Massacre de civils

Un héritage mis en péril en Afghanistan

MURRAY BREWSTER

Ottawa — Ils sont arrivés avec l'intention de faire les choses différemment, de montrer un visage fort, mais bienveillant aux gens du district mouvementé de Panjwai, dans le sud de l'Afghanistan.

Mais le massacre de 16 civils, principalement des femmes et des enfants, la fin de semaine dernière, par un soldat américain risque de détruire l'estime gagnée par les États-Unis et l'héritage fragile laissé par les Canadiens au cours de leur mission de combat de cinq ans à Kandahar.

Le 3e Bataillon du 21e régiment d'infanterie de l'armée américaine, basé en Alaska, a remplacé les Canadiens dans la région l'été dernier, permettant à Ottawa de mettre un terme à la mission, politiquement éprouvante.

Toutefois, l'armée canadienne peine à définir l'héritage laissé en Afghanistan, ayant quitté une guerre inachevée qui a coûté des milliards de dollars et, pendant cette période, 157 vies. Un soldat a depuis été tué à Kaboul dans le cadre de la mission d'entraînement qui a remplacé les opérations de combat.

La réputation de l'armée à Kandahar a été grandement bâtie grâce aux liens de confiance établis avec la population du Panjwai, longtemps reconnue comme hostile aux étrangers.

Des experts de la défense affirment que, même si le Canada a quitté la région depuis près d'un an, le souvenir du pays sera lié au massacre américain, qu'on le veuille ou non. «Pendant des années, le Canada s'est efforcé de tisser de bons liens au nom de la [Force internationale d'assistance à la sécurité] et avec les actions d'un seul soldat américain, tout cela est en danger», a estimé Walter Dorn, un professeur agrégé et directeur du département de sécurité et affaires internationales au Collège des Forces canadiennes.

Des témoins ont raconté comment un soldat, chargé de la garde d'un poste avancé de l'armée américaine, s'était rendu dans les villages voisins de Balandi et de Alokozi dans le milieu de la nuit, dimanche, pénétrant dans des maisons et tirant sur des habitants. «Cela n'améliorera certainement pas notre réputation, a déclaré le major-général à la retraite Lewis MacKenzie. Il y a beaucoup de projets, dans un secteur restreint, qui portent le drapeau canadien, tant littéralement que physiquement.»

De son côté, le ministre de la Défense, Peter MacKay, garde l'espoir que les Afghans se souviendront que les Occidentaux essayaient de les aider. «Je crois que ce qu'il faut surtout, c'est de la perspective», a déclaré M. MacKay hier, en entrevue avec La Presse canadienne.

Le Devoir

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

TORONTO

En cour pour forcer le maire Rob Ford à démissionner

COLIN PERKEL

Toronto — Le maire de Toronto, Rob Ford, devrait démissionner et se tenir à l'écart de la politique municipale pendant sept ans pour avoir enfreint la loi qui régit les conflits d'intérêts.

Dans une requête présentée hier devant la Cour supérieure de l'Ontario, le citoyen Paul Madger soutient que le maire a participé à un débat et à un vote au conseil municipal sur un sujet qui concernait directement ses propres intérêts financiers.

La question avait déjà été abordée il y a près de deux ans lorsque Rob Ford, qui était alors conseiller municipal, avait utilisé le papier à en-tête de son bureau afin de solliciter des donateurs pour sa fondation privée qui vient en aide aux jeunes.

En 2010, la commissaire à l'intégrité de Toronto, Janet Leiper, avait conclu que M. Ford avait violé le code de conduite des conseillers municipaux. Elle avait alors recommandé que le conseiller rembourse les dons de 3150 \$, dont certains avaient été versés par des lobbyistes qui faisaient des affaires avec la Ville.

Le conseil municipal avait entériné la sanction suggérée par Mme Leiper, et adopté une résolution en ce sens. Rob Ford n'a toutefois jamais rendu l'argent, en dépit de la demi-douzaine de lettres que lui a adressées la commissaire.

En février, le conseil est revenu sur le sujet à la demande de Janet Leiper, mais à cette fois décidé que M. Ford n'avait pas à rembourser les dons.

Le principal intéressé a affirmé que, de toute façon, l'argent avait déjà été dépensé par la Rob Ford Football Foundation, un organisme caritatif privé qui finance des programmes de football dans les écoles secondaires de Toronto.

D'après la requête déposée en Cour supérieure, le maire a enfreint la Loi sur les conflits d'intérêts municipaux de l'Ontario en prenant part aux discussions et en votant.

M. Madger a confié le dossier au réputé avocat Clayton Ruby. La première audience devrait avoir lieu le 23 mars.

Rob Ford n'était pas disponible pour discuter de l'affaire hier. Son porte-parole, Chris Christopoulos, a toutefois affirmé que le conseil avait réglé le problème et que le cabinet du maire n'avait pas d'autres commentaires à faire.

La Presse canadienne

EN BREF

Ontario: des billets de loterie en ligne

Toronto — Les Ontariens pourront bientôt acheter des billets de loterie en ligne ou dans leur grand magasin favori, en plus de pouvoir tenter leur chance dans un nouveau casino qui sera érigé dans la région de Toronto, dans le cadre d'un plan sur six ans visant à renflouer les coffres de la province. Le gouvernement libéral, qui fait face à un déficit de 16 milliards de dollars cette année, a donné le feu vert, hier, au plan de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario pour «moderniser» l'industrie du jeu, et permettre à la province d'encaisser 1,3 milliard de plus par année. La société d'Etat compte vendre des billets de loterie sur Internet et aux caisses des supermarchés et des grandes surfaces, plutôt qu'à des comptoirs spécialisés. De plus, des salles de machines à sous pourront être installées ailleurs que dans les hippodromes, ce qui pourrait entraîner des milliers de pertes d'emplois. L'Ontario devait moderniser cette industrie puisque les sites de jeu en ligne et la forte baisse de la circulation en provenance des États-Unis minent les revenus de Société des loteries et des jeux de l'Ontario. — La Presse canadienne



Le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, et la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, étaient visiblement heureux d'officialiser le PMAD.

Plan métropolitain d'aménagement et de développement

Feu vert au nouveau plan

Gérald Tremblay se réjouit de voir la banlieue et la ville unifiées

JEANNE CORRIVEAU

Québec a donné son approbation au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) que les élus de la région de Montréal avaient adopté en décembre dernier. Cette bénédiction officielle marque l'entrée en vigueur du plan qui encadrera le développement urbain pour les vingt prochaines années.

«Une page d'histoire s'écrit aujourd'hui», a soutenu le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, qui était de passage à Montréal hier pour souligner l'événement en compagnie de la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, et d'une brochette d'élus, parmi lesquels les maires Gérald Tremblay, de Montréal, Gilles Vaillancourt, de Laval, et Caroline St-Hilaire, de Longueuil.

Le PMAD fixe les balises du développement de territoire pour les deux prochaines décennies selon trois grands axes, soit la densification urbaine aux abords des réseaux de transport, le développement de

transport collectif et la protection d'espaces verts.

Cet exercice, qui a été achevé plus de dix ans après la création de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), ne s'est pas réalisé sans grincements de dents, les villes des couronnes nord et sud étant les plus réfractaires à l'imposition de contraintes de développement.

Mais la majorité des 82 maires de la région ont finalement adhéré au projet, comme l'a rappelé avec enthousiasme Gérald Tremblay lors d'une conférence de presse hier après-midi. «Le 450 et le 514 n'existent plus de la même façon qu'avant. [...] C'est la première fois dans l'histoire du Québec qu'on parle d'une seule voix. N'essayez pas de nous diviser [...], on est unis et on va rester unis, a-t-il lancé. Ne créez pas de la zizanie. Vous n'avez rien vu encore.»

Les environnementalistes ont accueilli favorablement l'entrée en vigueur du PMAD, mais ils ont plaidé pour une grande vigilance dans son application. «On jette les bases d'une petite révolution avec l'adoption de ce plan-

là. Dans les mentalités, la façon de penser le développement urbain et le rôle du transport en commun, on vient de changer de registre, a reconnu Steven Guilbeault, coordonnateur général adjoint d'Equiterre. Est-ce que tout est réglé? Non, il faut maintenant le mettre en œuvre et s'assurer qu'on a les moyens de nos ambitions, notamment au niveau du financement du transport en commun.»

Car la question du transport, au cœur du PMAD, suscite bien des interrogations. «Si le ministère des Transports du Québec continue à investir dans l'expansion du réseau routier supérieur, l'objectif de freiner l'éparpillement urbain demeurera un vœu pieux», a prévenu le directeur général du Centre d'écologie urbaine de Montréal, Luc Rabouin.

La CMM a d'ailleurs dressé une liste de projets de transport en commun totalisant 23 milliards de dollars qu'elle souhaite concrétiser, mais leur financement reste à déterminer. Des consultations à ce sujet auront lieu au cours des prochains mois.

Tout en se réjouissant de la création d'une trame verte et bleue, la Fondation David Suzuki a tout de même déploré qu'un gel du territoire agricole n'ait pas été décrété pour les vingt prochaines années.

Le Devoir

Compteurs intelligents

Des pertes de 100 millions pour Hydro-Québec

MARCO BÉLAIR-CIRINO

En plus d'entraîner la mise à pied d'un millier de personnes, le projet d'implantation des compteurs à lecture à distance ferait perdre au bas mot 100 millions de dollars sur 20 ans à Hydro-Québec, ont dénoncé la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) hier.

La société d'Etat risque de sombrer dans un gouffre financier plutôt que d'engranger des économies de 289 millions de dollars sur deux décennies comme elle le prétend, conclut une étude du service de la recherche du SCFP.

Hydro-Québec devra ainsi installer deux fois plus de compteurs à lecture à distance que prévu sur 20 ans puisque les appareils ont une durée de vie de 15 ans, selon l'économiste Pierre-Guy Sylvestre.

«Sur une période de 20 ans si votre compteur dure 15 ans, la 16^e année, il faut que je remplace ceux que j'ai installés la première année», résumait hier Guy Poirier du Syndicat des employés de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec (SCFP-2000).

Il n'en fallait pas plus pour que la FTQ et le SCFP réitérent leur demande auprès de la direction de la société d'Etat de renoncer à son projet et, si elle reste sourde à leur demande, les leaders syndicaux exhortent le gouvernement du Québec à lui forcer la main.

«Il est insensé qu'Hydro-Québec continue à porter ce projet non rentable qui sera néfaste pour l'économie québécoise. Nous arrivons à la conclusion que le remplacement des compteurs serait minimalement plus cher de 104 millions de dollars sur 20 ans que la méthode de re-

lève actuelle», a déclaré la présidente du SCFP-2000, Ginette Paul. «Si ce projet se réalise, nous nous trouverions à sacrifier inutilement près de 1000 emplois de qualité tout en mettant à risque notre facture d'électricité et en gaspillant de l'équipement encore bon pour plusieurs années», a-t-elle ajouté.

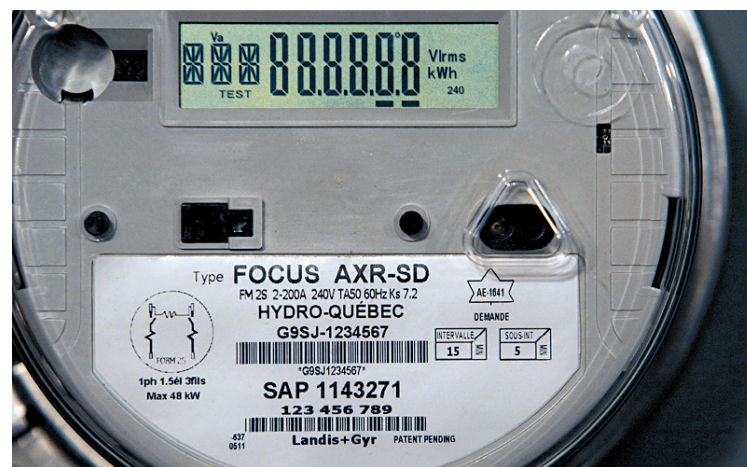
Cette dernière salve syndicale fait suite aux préoccupations sur les effets sur la santé exprimées au cours des dernières semaines.

Environ 200 personnes pressaient Hydro-Québec d'abandonner son projet d'installation de millions de compteurs «intelligents» en raison du risque qu'ils feraient courir à la santé publique, il y a un mois, lors de manifestations organisées simultanément par la Coalition québécoise de lutte contre la pollution électromagnétique (CQLPE) à Montréal, à Québec et à Sherbrooke. «L'imposition des compteurs intelligents est une grave atteinte à notre liberté de choix. Les radiations électromagnétiques émises par ces compteurs représentent un risque pour la santé publique», faisait valoir le porte-parole de la CQLPE, José Lévesque, devant des dizaines de manifestants réunis devant le siège social de la société d'Etat à Montréal.

«Ce projet est socialement rejeté par la population», a souligné hier la présidente du SCFP-Québec, Lucie Levasseur, s'appuyant sur les quelque 17 000 courriels d'opposition qui ont été transmis à la Régie de l'énergie et les deux pétitions appuyées par 13 000 personnes déposées à l'Assemblée nationale contre ce projet.

Les audiences publiques de la Régie de l'énergie sur le projet de remplacement des compteurs d'Hydro-Québec s'amorceront lundi prochain.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'implantation des nouveaux compteurs hydroélectriques est contestée par les syndiqués.

Vers une densification urbaine

Le territoire du Grand Montréal couvre 4360 kilomètres carrés et compte, à l'heure actuelle, une population de 3,7 millions de personnes. Selon les prévisions démographiques, 320 000 nouveaux ménages devraient s'installer dans la région d'ici 2031, soit plus d'un demi-million de personnes. Le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) prône une densification urbaine avec la création de quartiers de type TOD (Transit Oriented Develop-

ment) autour des grands axes de transport collectif afin d'accueillir 40 % de la croissance démographique. Ce taux pourrait à terme s'élever à 60 %. Le PMAD fixe à 17 % du territoire les objectifs de protection des milieux naturels, qui incluent des bois métropolitains, des corridors forestiers et des milieux humides. En matière de mobilité, le plan vise à faire passer de 25 % à 35 % la part modale du transport en commun dans la région de Montréal d'ici 20 ans.

Camps d'été 2012

DEPUIS 1983

MWS CAMPS D'IMMERSION EN ANGLAIS

Pour étudiants de 7 à 17 ans
Centre-ville de Montréal et Toronto
Camp de jour et résidence
www.mwscamps.com

Pour information:
à Toronto: (416) 921-6998
à Montréal: (514) 531-4193
office@mwscamps.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Isabelle Sanchez au 514 985-3454 ou à isanchez@ledevoir.com

CHOISISSEZ VOTRE PLATEFORME

LE MONDE

Quatrième jour de violence entre Israël et Gaza

Gaza — Israël a lancé hier de nouvelles frappes aériennes sur la bande de Gaza d'où des Palestiniens ont continué à tirer des roquettes sur le sud de l'État hébreu, lors d'un quatrième jour de violences qui ont fait en tout 23 morts, dont cinq civils, côté palestinien et 77 blessés, dont trois Israéliens.

Les attaques aériennes israéliennes d'hier ont tué deux activistes palestiniens, un vieil homme et sa fille, rapportait-on de sources médicales. Un adolescent palestinien de 15 ans est mort lors d'une explosion, causée selon les Palestiniens par un missile israélien. Tsahal a démenti être l'origine du tir.

Plus de 30 Palestiniens ont été blessés lors d'une frappe aérienne visant le domicile du commandant du djihad islamique dans la bande de Gaza, lequel a «échappé à une tentative d'assassinat», d'après le mouvement islamiste.

Une trentaine de roquettes, dont sept ont été interceptées par le système anti-missile Dome de fer, ont visé Israël, ne faisant aucune victime, a dit la police.

L'armée israélienne souligne que ses forces aériennes ont dû bombarder à plusieurs reprises la bande de Gaza durant la nuit en représailles à ces tirs.

À l'ONU, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est déclaré «gravement préoccupé» par ce nouveau cycle de violences entre Israël et Gaza. «Une fois de plus, des civils en paient un prix terrible», a-t-il dit lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Proche-Orient.

Un responsable palestinien



SUHAIB SALEM REUTERS

Un immeuble détruit lors d'un raid aérien israélien à Jabalya.

proche des médiations en cours a indiqué à Reuters qu'Israël avait accepté de respecter un cessez-le-feu à minuit. Mais le djihad islamique, responsable de la plupart des tirs de roquettes, conditionne toute trêve à la fin des tentatives d'assassinats.

«Si les tirs de Qassam [des roquettes] cessent, alors les forces de défense israéliennes arrêteront, mais les forces de défense israéliennes continueront de contrecarrer toute tentative d'attaque terroriste», a prévenu le porte-parole de l'armée, le général Yoav Mordechai, à Radio Israël, qui a confirmé l'existence

de contacts avec des médiateurs égyptiens pour aboutir à une trêve.

Ismaïl Haniyeh, chef du Hamas dans la bande de Gaza, a déclaré dimanche soir que l'Égypte tentait une médiation pour mettre fin à ces violences. L'Égypte négocie notamment avec les mouvements palestiniens, mais Ismaïl Haniyeh a déclaré qu'Israël devait au préalable cesser ses bombardements sur Gaza.

Le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, a prévenu que les violences risquaient de durer encore plusieurs jours.

Son homologue de l'Inté-

rieur, Eli Yishai, membre de la garde rapprochée du chef du gouvernement, Benjamin Nétanyahou, a souligné pour sa part qu'«Israël n'a pas envie d'une escalade».

«Israël n'a pas envie de frapper des innocents. Israël est totalement opposé à cela», a-t-il dit à l'antenne de la radio de l'armée. «Pour l'instant, [les hostilités] sont de cette ampleur. Mais s'il s'avère qu'elles se prolongent, alors il ne fait aucun doute qu'un coup puissant, douloureux sera porté afin qu'elles ne se poursuivent pas», a-t-il ajouté.

Reuters

AFGHANISTAN

Une douloureuse bavure

LUC MATHIEU

«La population perd patience devant l'ignorance des forces étrangères.» L'avertissement n'émane pas des talibans, mais de la chambre basse du Parlement afghan. Il intervient au lendemain du massacre perpétré par un soldat américain qui a tué, dans la nuit de samedi à dimanche, 16 civils, dont 9 enfants et 3 femmes, dans la province de Kandahar.

Même s'ils n'ont aucune chance d'être entendus, les parlementaires ont exigé hier un procès public, en Afghanistan, de l'auteur de la tuerie. Sans surprise, les talibans ont, de leur côté, annoncé qu'ils «se vengeront» de «chacun des morts» tués par «les sauvages malades mentaux américains». L'appel au calme lancé par les chefs de tribus de la province de Kandahar semble toutefois avoir été entendu, aucune manifestation n'ayant été signalée hier dans le sud afghan.

Mais cette nouvelle bavure affaiblit encore un peu plus l'image de l'armée américaine et de l'OTAN dont la stratégie reste de «gagner les cœurs et les esprits» de la population. Le mois dernier, le pays avait été traversé par de violentes manifestations après la crémation d'exemplaires du Coran sur la base de Bagram, au nord de Kaboul. En janvier, la population avait été ulcérée par la diffusion d'une vidéo montrant des soldats américains urinant sur des cadavres d'insurgés. «Cela fait un incident par mois depuis le début de l'année. Le capital de sympathie de l'armée américaine auprès de la population afghane a été définitivement dilapidé», explique Gilles Dorronsoro, spécialiste de l'Afghanistan et professeur à Paris I.

La tuerie de dimanche risque également d'éroder le soutien des populations occidentales à une guerre entamée au lende-

main du 11 septembre 2001. Selon un sondage publié hier par ABC News et le Washington Post, 60 % des Américains estiment que la guerre en Afghanistan n'en vaut pas la peine. «Il est hautement probable qu'un nombre considérable de jeunes Américains ont perdu la vie ou ont été blessés dans le cadre d'une mission dont nous allons découvrir qu'elle est impossible à remplir», a ajouté Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des représentants et candidat à l'investiture républicaine.

Vu de Washington, ce nouvel incident est d'autant plus grave qu'il intervient alors que le partenariat stratégique avec Kaboul n'est toujours pas signé. Entamées depuis plusieurs mois, les négociations doivent fixer le cadre de la présence américaine dans le pays après le départ des troupes combattantes, programmé en 2014.

Les Américains souhaitent conserver 15 000 hommes, répartis dans plusieurs bases, dont Bagram. «Le principe est de tenter de sanctuariser Kaboul et le nord du pays face au retour attendu des talibans dans le sud et l'est», explique Gilles Dorronsoro.

En contrepartie, Kaboul demande à récupérer le contrôle de la prison de Parwan, surnommée le «Guantanamo afghan» et gérée par les Américains. Une exigence qui devrait être satisfaite d'ici six mois, selon un accord signé en fin de semaine dernière. Les négociations achoppent en revanche sur le montant des compensations financières que Washington devra verser à Kaboul pour conserver des bases sur le territoire afghan. L'armée américaine refuse enfin de cesser les raids de nuit de ses forces spéciales, comme le réclame le gouvernement afghan depuis plusieurs années.

Libération

670 exécutions en Iran en 2011

Genève — Six cent soixante-dix personnes ont été exécutées en Iran l'année dernière, la plupart d'entre elles pour des délits liés à la drogue qui, au regard du droit international, ne méritaient pas la peine de mort, a déclaré hier un enquêteur des Nations unies.

Ahmed Shaheed, qui est un ancien ministre des Affaires étrangères des Maldives, a fait état également d'un large spectre de violations des droits de la personne en Iran, allant des atteintes aux minorités à la persécution des homosexuels et des syndicalistes.

Shaheed présentait son premier rapport devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur la situation des droits en Iran depuis sa nomination l'année dernière.

Selon les chiffres présentés dans le rapport, au 31 décembre, 421 exécutions avaient été annoncées, et 249 autres tenues secrètes et signalées à Shaheed par des sources en Iran et en dehors de ce pays.

Plus de 20 exécutions ont en lieu pour des délits de blasphème et autres offenses envers l'islam, a-t-il dit. L'Iran compte, avec la Chine et les États-Unis, parmi les pays qui pratiquent le plus grand nombre d'exécutions.

Reuters

EN BREF

Salvador: la gauche moins populaire

San Salvador — La gauche au pouvoir au Salvador depuis 2009, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile en 1992, a perdu dimanche les élections législatives, sanctionnée pour son manque de résultats dans le domaine économique et de la sécurité, selon des observateurs. Selon des résultats non définitifs diffusés hier, l'ex-guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a obtenu 31 des 84 sièges du Parlement monocaméral élu pour trois ans, perdant quatre sièges. En revanche, l'opposition de l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, droite) progresse, à 33 sièges. — AFP

Primaires en Alabama et au Mississippi

Mitt Romney devant le défi de l'Amérique profonde

DONNA FRANCAVILLA

Birmingham — Le modéré Mitt Romney défend son statut de favori dans la course républicaine à la Maison-Blanche, avant les primaires aujourd'hui du Mississippi et de l'Alabama, deux États du «Vieux Sud».

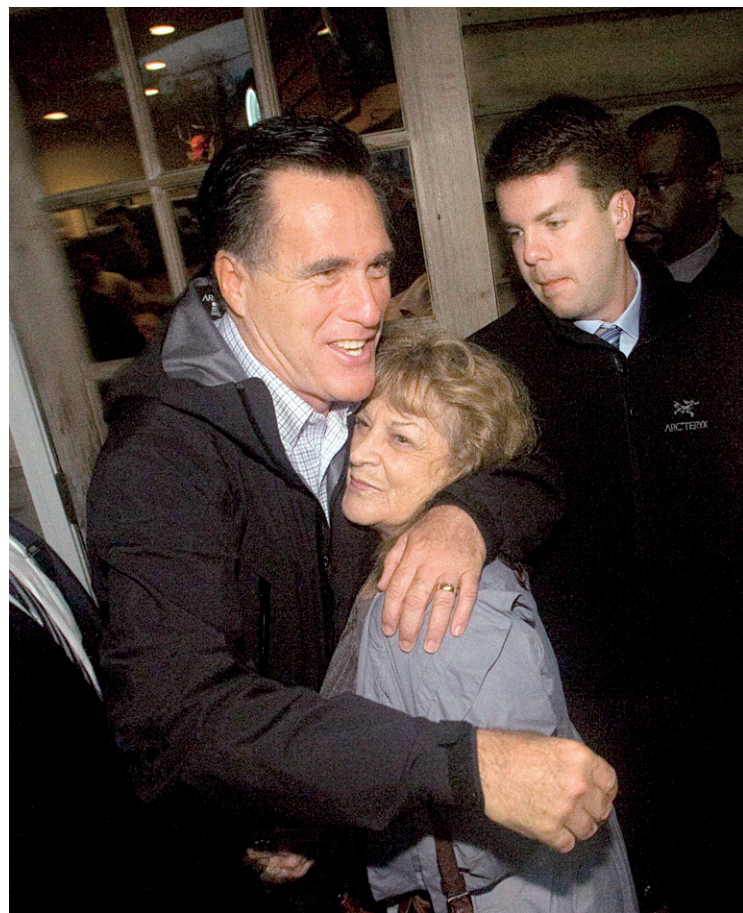
L'ex-gouverneur du Massachusetts fait la course en tête après avoir raflé environ 40 % des 1144 délégués nécessaires pour obtenir l'investiture du parti. Face à lui, Newt Gingrich et Rick Santorum tentent de s'imposer chacun comme le seul garant des valeurs ultra-conservatrices. Et à mesure que leur duel se poursuit, M. Romney se rapproche peu à peu de l'investiture.

Les trois principaux candidats sont confiants dans leurs chances d'emporter la désignation du parti pour affronter le président sortant, Barack Obama, à la présidentielle du 6 novembre. M. Romney estime que tout est déjà joué, M. Santorum assure qu'il s'agit désormais d'un duel entre lui et le candidat modéré tandis que M. Gingrich a mis tout ses espoirs sur le Mississippi et l'Alabama.

L'ancien président de la Chambre des représentants, homme du Sud, n'a pour l'heure remporté que la Géorgie et la Caroline du Sud, sur les 26 États où ont eu lieu des primaires et des caucus, depuis janvier. M. Gingrich va tenter d'arracher deux victoires qu'il qualifie lui-même d'«impératives».

À en croire le sénateur républicain Lindsey Graham, «mathématiquement, tout est déjà pratiquement fini». «Si Romney s'en tire bien, s'il gagne soit le Mississippi soit l'Alabama et qu'il gagne l'Illinois [le 20 mars], je pense qu'il est virtuellement impossible que [les primaires] se poursuivent au-delà du mois de mai», a dit M. Graham sur la chaîne ABC dimanche. Mais ni Rick Santorum, ni Newt Gingrich ne sont prêts à jeter l'éponge.

Rick Santorum, fervent ca-



KEITH NICAISE REUTERS

Mitt Romney en campagne hier en Alabama.

tholique, s'est adjugé samedi 51 % des voix lors des caucus du Kansas, un État rural au cœur de l'Amérique ultra-conservatrice.

Les trois hommes, qui ont fait campagne sans relâche dans le «Vieux Sud», sont dans un mouchoir de poche dans le Mississippi et l'Alabama, avec un léger avantage pour Mitt Romney, selon les derniers sondages.

Dans le Mississippi, Newt Gingrich (33 %) mène d'une courte tête devant Mitt Romney (31 %) et Rick Santorum (27 %), selon un sondage publié dimanche par l'institut PPP. Mais un sondage Rasmussen de la semaine dernière place M. Romney en tête.

Dans l'Alabama, M. Romney est en tête avec 31 % des intentions de vote talonné par Newt Gingrich (30 %) et Rick Santorum (29 %).

À ce jour, M. Romney a remporté 17 des 26 États ou territoires qui ont déjà organisé leurs consultations contre sept pour Rick Santorum, deux pour Newt Gingrich et aucun pour le candidat conservateur isolationniste Ron Paul.

Au total, M. Romney a engrangé 455 délégués, contre 199 pour M. Santorum, 117 pour Newt Gingrich et 64 pour M. Paul.

Face à une bataille qui s'éternise côté républicains, les partisans du président démocrate Barack Obama se réjouissent. Mais ils doivent eux aussi faire face à leur propres difficultés. En effet, selon un sondage paru dimanche, la cote de popularité du président Obama est tombée sous les 50 % en raison de la hausse des prix du carburant.

Agence France-Presse

Un document qui lierait Sarkozy à Kadhafi en 2007 remis à la justice

Paris — Un document semblant étayer la thèse d'un financement de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy en 2007 par le défunt dirigeant libyen Mouammar Kadhafi figure au dossier d'une enquête judiciaire, mais aucune preuve ne l'authentifie.

Publiée par le site Internet Mediapart, cette note a été rédigée par un témoin devenu enquêteur privé, Jean-Charles Brisard, qui rapporte les supposés propos d'un deuxième homme, lui-même censé avoir eu connaissance d'un versement de 50 millions d'euros par le régime Kadhafi. L'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy ne souhaite pas commenter le document.

«Ça fait des mois et maintenant des années que les uns, les autres cherchent à faire des déclarations fracassantes sans jamais d'ailleurs pouvoir rien prouver, en essayant d'atteindre le chef de l'État dans une affaire qui ne le concerne pas», a dit hier Nathalie Kosciusko-Morizet, porte-parole du candidat Sarkozy.

L'équipe du candidat socialiste, François Hollande, n'a pas souhaité commenter l'affaire.

«Chacun a pu légitimement s'étonner des conditions dans lesquelles Kadhafi avait été reçu par l'actuel pouvoir il y a de cela encore peu de temps», a-t-il dit.

Le document en question a été versé en octobre au dossier de l'enquête sur un attentat ayant tué 11 Français à Karachi, au Pakistan en 2002, affaire derrière laquelle se profile une supposée corruption en marge de la présidentielle de 1995.

Mis en examen dans ce dossier, pour son rôle dans la supposée corruption, l'homme d'af-

fares libanais Ziad Takieddine a joué par la suite un rôle d'intermédiaire économique entre la Libye et la France à l'époque où Kadhafi était en place, jusqu'à l'insurrection qui devait conduire à sa mort le 20 octobre.

La note publiée par Mediapart, datée du 20 décembre 2006, rapporte de supposés propos de Didier Grosskopf, l'ancien médecin personnel de Ziad Takieddine, qui l'a accompagné à plusieurs reprises en Libye et l'accuserait d'avoir fait financer la campagne de Nicolas Sarkozy.

Il y est question de Brice Hortefeux, du fils de Mouammar Kadhafi, Saïf al-Islam, et de comptes off-shore, mais rien n'authentifie cette note.

Ziad Takieddine, qui a revendiqué cette semaine un rôle d'intermédiaire en Libye dans un livre intitulé «L'ami encombrant», dément tout financement de la campagne Sarkozy.

Mediapart «est le site le plus menteur qui puisse exister dans toutes les civilisations. Jamais, au grand jamais, je ne peux dire qu'il y ait quelque chose dans ce style qui se soit passé, même pour le moindre centime», a-t-il dit sur France 24.

En mars 2011, au début de l'intervention militaire pilotée par la France et le Royaume-Uni en Libye, Saïf al-Islam avait mis en cause Nicolas Sarkozy dans un entretien à Euronews.

«Il faut que Sarkozy rende l'argent qu'il a accepté de la Libye pour financer sa campagne électorale. C'est nous qui avons financé sa campagne, et nous en avons la preuve. Nous sommes prêts à tout révéler», avait-il dit.

Reuters

LE MONDE

Des familles quittent la ville

Syrie : « massacre » de dizaines de femmes et d'enfants à Homs

Une cinquantaine de corps de femmes et d'enfants carbonisés, égorgés ou poignardés ont été découverts à Homs, dans le centre de la Syrie, un « massacre » attribué par des militants aux forces gouvernementales et par la télévision officielle à des « gangs terroristes ».

L'opposition a appelé à une « intervention militaire internationale et arabe urgente » alors qu'au Conseil de sécurité de l'ONU, les chefs de la diplomatie des États-Unis et d'Europe d'une part et de la Russie de l'autre continuaient d'afficher leurs divergences sur la situation en Syrie.

Des photos et vidéos diffusées par des militants syriens montrent des enfants à la tête ensanglantée et au visage mutilé, ainsi que des corps complètement carbonisés, égorgés ou poignardés dans ce haut lieu de la contestation populaire repris à 70 % par l'armée après des assauts sanglants.

« Les corps d'au moins 26 enfants et 21 femmes ont été retrouvés dans les quartiers de Karm al-Zeitoun et Al-Adawiyé, dont certains égorgés, d'autres poignardés, par les chabbiha », les milices pro-régime qui participent à la répression au côté de l'armée, a dit militant Hadi Abdallah, membre de la Commission générale de la révolution syrienne.

Des centaines de familles ont ensuite fui notamment Karm al-Zeitoun « par crainte de nouveaux massacres », selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Une cinquantaine de familles syriennes ayant fui la ville de Homs depuis dimanche après avoir eu vent du « massacre » se sont réfugiées à Tripoli, la grande ville du nord du Liban, a indiqué un militant syrien sur place.

« Cinquante familles sont arrivées à Tripoli et ses environs après avoir fui Homs entre hier [dimanche] et aujourd'hui. Elles ont fui après avoir entendu parler du massacre de Homs », a indiqué Ahmad Moussa, porte-parole du Comité des réfugiés syriens au Liban.

« Des centaines de familles ont fui Homs dans la nuit, notamment le quartier de Karm al-Zeitoun, par crainte de nouveaux massacres par les forces du régi-



Ces jeunes enfants syriens ont fui Idlib pour se réfugier au Liban.

AFIF DIAB REUTERS

me » et « beaucoup ont passé la nuit en plein air », selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les Comités locaux de coordination (LCC), qui animent la mobilisation contre le régime du président Bachar al-Assad sur le terrain, ont appelé à une journée de deuil aujourd'hui à travers la Syrie, avec notamment la fermeture des commerces, des écoles, des universités et des routes.

Mais le ministre syrien de l'Information a accusé « les gangs terroristes » d'avoir perpétré le massacre « en vue de susciter des réactions internationales contre la Syrie ». Il a par ailleurs accusé l'Arabie saoudite et le Qatar, pays critiques de Damas, d'être « complices » de ces « gangs ».

Par ailleurs, le Conseil national syrien (CNS), la principale formation de l'opposition, a appelé dans un communiqué « à une intervention militaire internationale et arabe urgente », à la mise en place « d'une zone d'exclusion aérienne » et à des « frappes » contre l'appareil militaire du régime syrien.

L'émissaire des Nations unies et de la Ligue arabe, Kofi Annan, a quitté Damas dimanche à l'issue d'une visite de deux jours après avoir présenté à M. Assad une « série de propositions concrètes » en vue d'arrêter le bain de sang. « La mort de civils doit s'arrêter maintenant », a-t-il déclaré hier à Ankara.

Entre-temps, sur le terrain, l'armée syrienne a repris ses bombardements sur les quartiers rebelles d'Idlib qui échappent toujours à son contrôle, selon l'OSDH. Au moins 18 personnes ont péri lundi dans les violences à travers le pays.

Agence France-Presse

L'ONU évoque un « châtiment collectif »

Genève — Les autorités syriennes ont soumis des civils à des punitions collectives et leurs forces sont accusées d'avoir commis des exécutions et des arrestations massives dans la grande ville de Homs, ont déclaré hier des enquêteurs des Nations unies. Le chef des enquêteurs, Paulo Pinheiro, qui s'exprimait devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève, a ajouté que les responsables de tels crimes, qu'il n'a pas nommés, devraient en répondre devant la justice.

Les trois membres de la commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie avaient déclaré en février avoir dressé une liste confidentielle de suspects de crimes contre l'humanité, en vue de futures poursuites. « Ceux qui ont fui le quartier [de Bab Amro] ont fait état d'exécutions sommaires et d'arrestations de masse », a déclaré Paulo Pinheiro. « Le recours à la force par le gouvernement contre des groupes armés conduit souvent à un châtiment collectif visant les civils. »

Reuters

Honduras

Le périlleux métier de journaliste

CLAUDE LÉVESQUE

Pas moins de vingt journalistes ont été assassinés depuis le coup d'État de juin 2009 au Honduras, le dernier meurtre étant survenu samedi dernier.

Felix Molina a eu plus de chance puisque, jusqu'à présent, il a seulement reçu des textos menaçants. Il anime depuis juillet 2009 une émission intitulée *Resistencia*, créée en réaction à ce qu'il appelle « l'encerclement » médiatique dans son pays et à la tendance qu'ont les médias conservateurs à manipuler l'information et à censurer les nouvelles défavorables au régime.

Pendant les mois qui ont suivi le coup d'État, les attaques à la liberté de la presse ont également pris la forme de coupures d'électricité et de saisies de matériel dans les locaux des médias progressistes, dont Radio Globo, la station qui diffuse l'émission de M. Molina.

Selon ce dernier, le gouvernement issu des élections tenues trois mois seulement après le coup d'État a également lancé une campagne de dénigrement des journalistes indépendants, qu'il accuse de subversion, en plus de menacer de révocation de permis de deux stations de radio.

Pendant la décennie qui a précédé le coup d'État de 2009, on avait déploré les meurtres de deux journalistes au Honduras. Selon M. Molina, ces assassinats étaient généralement attribuables aux gangs criminels, alors que la police a trempé dans la plupart des crimes de la nouvelle vague.

L'opposition hondurienne réclame de nouvelles élections et la convocation d'une assemblée constituante pour rédiger une nouvelle loi fondamentale. Selon Felix Molina, les élections de novembre 2009, s'étant déroulées en l'absence d'observateurs internationaux, « n'étaient pas libres et démocratiques et le gouvernement actuel n'est pas légitime ». « Il a mis en place des lois qui limitent les droits de la personne et il n'a pas épuré la

police. Nous assistons à un retour en force de la torture, des disparitions forcées et de la répression de ceux qui militent pour une meilleure répartition des terres », ajoute le journaliste en entrevue.

Parlant de l'exercice de son métier, Felix Molina ajoute : « Nous pratiquons une certaine autocensure : nous ne parlons pas du narcotrafic, qui est souvent lié à de puissants intérêts, mais nous parlons des droits humains et de la corruption. »

Felix Molina dit inviter à son émission, qui est diffusée dans tout le pays, une pluralité de « voix », des voix issues « des jeunes et pas seulement de la jeunesse urbaine », que celles-ci soient autochtones, afro-honduriennes, féminines, paysannes ou « marginalisées » d'une façon ou d'une autre.

Les entreprises canadiennes et américaines investissent beaucoup au Honduras, surtout dans l'agriculture industrielle (dont la production de biocarburants) et les mines, respectivement.

Si le Honduras a été réintégré au sein de l'Organisation des États américains après les élections de novembre 2009, les autorités de ce pays n'en continuent pas moins d'être critiquées par de nombreuses organisations non gouvernementales à l'étranger.

Il ne se passe pas un mois sans qu'Amnesty International dénonce des violations des droits fondamentaux au Honduras (menaces, enlèvements et assassinats) et Reporters sans frontières, des atteintes à la liberté de presse. On peut ajouter à la liste la Fédération internationale des droits de l'homme, Via campesina et FIAN International.

Felix Molina présente une série de conférences à Montréal cette semaine, à l'invitation du comité pour la justice sociale de Montréal. Il prendra notamment la parole cet après-midi à l'édifice Trottière de l'Université McGill, à 15h.

Le Devoir

FRANCE

Villepin à la peine pour réunir ses parrainages

Paris — Dominique de Villepin mène la dernière des batailles pour réunir les 500 parrainages nécessaires à sa candidature présidentielle d'ici vendredi, jour fatidique que l'entourage de l'ancien premier ministre appréhende, même si l'espoir demeure.

« Le ralliement ne fait pas plus partie de mon programme aujourd'hui qu'hier. La bataille des parrainages continue », a prévenu dimanche le candidat de République solidaire, alors que *Le Parisien-Aujourd'hui en France* se faisait l'écho d'un possible rapprochement avec Nicolas Sarkozy, son ex-rival.

Le candidat centriste Fran-

çois Bayrou, qui avait publiquement tendu la main à Dominique de Villepin, s'est attiré la même rebuffade jeudi dernier.

L'ancien premier ministre, qui vient de publier un essai programmatique intitulé « *Seul le devoir nous rendra libres* », n'a pas prévu de déplacement cette semaine pour se concentrer sur la recherche des parrainages, a-t-on dit hier.

« Maires de France, aidez-moi », clamait le 8 mai dernier sur son blog Dominique de Villepin, dont le retrait de la course pourrait constituer une bonne nouvelle pour Nicolas Sarkozy.

Reuters

Hillary Clinton au Brésil en avril

Washington — La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, se rendra au Brésil le 16 avril, dans la foulée d'une visite de la présidente brésilienne, Dilma Rousseff, aux États-Unis et du sommet des Amériques prévu mi-avril en Colombie, a indiqué hier le département d'État.

Le président américain, Barack Obama, recevra Mme Rousseff le 9 avril pour évoquer en particulier les liens commerciaux entre les États-Unis et le Brésil, puissance économique montante d'Amérique du Sud.

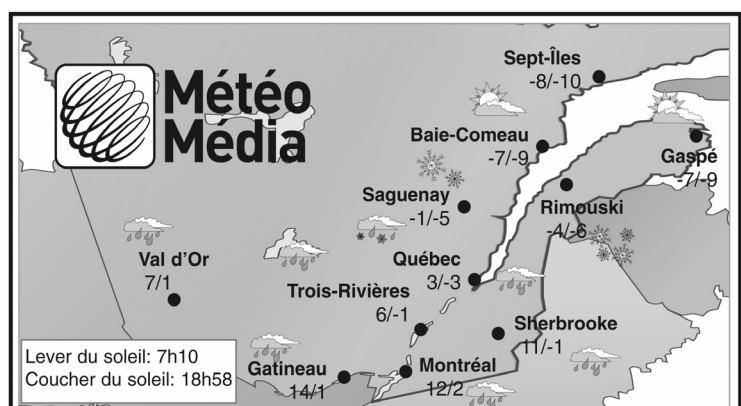
Le voyage de Mme Clinton au Brésil permettra « d'explorer des pistes pour élargir notre relation bilatérale sur des questions régio-

nales et mondiales », a précisé Roberta Jacobson, une responsable du département d'État.

M. Obama avait passé deux jours au Brésil fin mars 2011, au début d'une tournée en Amérique latine. Il y avait salué « l'extraordinaire ascension » de ce pays, un exemple selon lui de transition réussie vers la démocratie et le développement.

Il avait exprimé sa volonté de resserrer les liens économiques avec cette puissance mondiale montante, riche en matières premières et en hydrocarbures, et s'était dit déterminé à traiter avec Brasilia sur un pied d'égalité.

Agence France-Presse



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Ave 7/-6	Sol 5/-6	Londres	Sol 16/5	Sol 16/7
Moncton	Nei 1/-3	Mel 5/-3	Los Angeles	Var 16/11	Sol 16/11
Saint-Jean	Plu 5/-2	Plu 7/-3	Mexico	Sol 22/10	Ora 22/10
Toronto	Var 17/2	Sol 15/8	New York	Ave 22/10	Var 18/7
Vancouver	Plu 7/3	Plu 7/6	Paris	Sol 16/7	Sol 17/8
Winnipeg	Sol 9/0	Sol 10/0	Tokyo	Var 6/2	Sol 6/3

Montréal	Ce soir	Demain	Jeu	Vend
Aujourd'hui	12	10/1	11/5	10/3
Averses, pdp 90%	Averses, pdp 90%	Averses isolées, pdp 30%	Généralement ensoleillé.	Faible pluie, pdp 80%
Québec	Ce soir	Demain	Jeu	Vend
Aujourd'hui	3	6/-4	5/0	4/0
Faible pluie, pdp 90%	Faible pluie, pdp 90%	Averses de pluie ou de neige, pdp 80%	Généralement ensoleillé.	Faible pluie, pdp 80%
Gatineau	Ce soir	Demain	Jeu	Vend
Aujourd'hui	14	11/-1	12/5	13/2
Averses isolées, pdp 60%	Averses isolées, pdp 60%	Averses isolées, pdp 40%	Passages nuageux.	Faible pluie, pdp 80%

Soyez au courant du temps qu'il fera dans 14 jours.

Consultez la tendance 14 jours.



MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

HORIZONTALEMENT

- Situation catastrophique - Unité de mesure.
- Dispersés - Sort favorable.
- Petit chapeau - Se dit d'une nuit sans dormir.
- Employé d'église - Homère y serait mort.
- Poil de cheval - Logis.
- Manque de rapidité - Située.
- Marque le lieu - Personnage de conte - Panneau de signalisation.
- Relâchement - Nenni.
- Cinquante-deux - Destination touristique - Los Angeles.
- Homme d'une force extraordinaire - On dit qu'il est paresseux.
- Puits naturel - Égratigner.
- Débris de verre - Bouton de fleur confit.

- Des cheveux - Donne en retour - Ovoïde.
- Docteur de la Loi juive - Pronom.
- Expositions.
- Couleur locale - Palmier d'Afrique et d'Asie.
- Passion passagère - A cours à Tokyo.
- Bref moment - Butter.
- Aigu - À lui - Actinium.
- Dieu des bergers - Point cardinal - Herbe d'Espagne.
- Entaille - Elle était présidée par Arafat.
- Répétition - Frauder.
- Divinité féminine - Raconte.

1	B	A	Z	O	O	K	A	L	A	R	E
2	A	M	E	F	I	L	D	E	F	E	R
3	R	E	N	I	F	L	E	A	R	C	S
4	O	R	S	I	N	U	D	I	T	E	
5	U	S	A	C	R	E	E	C	U		
6	D	E	C	R	I	E	D	R	A	M	
7	E	P	I	D	E	M	I	E	I	S	
8	U	R	E	N	D	R	U	S	T	I	
9	R	E	N	D	N	O	E	L	M	O	
10	S	U	C	O	T	E	N	O	Y	E	
11	V	E	R	R	E	I	T	E	R	E	
12	O	E	S	T	R	I	E	R	I	N	

VERTICALEMENT

- Rupture des glaces d'un fleuve gelé - Style vocal propre au jazz.

SOLUTION DU DERNIER

ÉDITORIAL

Massacre en Afghanistan

La détérioration

Le massacre perpétré par un soldat américain en Afghanistan, combiné aux exemplaires du Coran brûlés il y a peu, annonce d'ores et déjà une complexification du plan de sortie élaboré par la Maison-Blanche. Alors que l'administration Obama tablait sur une gestion sans trop d'encombres, voilà qu'on assiste à une détérioration de la sécurité à la vitesse grand V.

D

es mois durant, Washington s'est attelé à un rapprochement des acteurs afghans, les talibans en particulier, par l'intermédiaire de partenaires internationaux, dont notamment le Qatar, qui s'était dit d'accord pour que des pourparlers ayant la paix pour objectif se déroulent sur son territoire. La base des discussions avait été définie de concert avec Hamid Karzaï. Elle était la suivante: en échange de la libération de prisonniers et d'autres considérations, les talibans devraient mettre leur ambition politique, soit dominer le pays, en berne et s'engageaient à respecter les droits des minorités, et surtout des femmes.

Dans la foulée des violences conséquentes au sacrilège du Coran, et antérieurement à la tuerie de la fin de semaine, l'objectif de Barack Obama avait été passablement malmené. En effet, la frange dure des talibans avait fait savoir sa totale opposition à toute participation aux négociations en arguant que le départ des Américains étant daté, ils ne voyaient pas pourquoi ils devraient faire une concession majeure sur la gestion du pays postérieure aux renvois des troupes. Bref, une fois ces derniers partis, il leur suffirait de partir à l'assaut de Kaboul. Point.



SERGE TRUFFAUT

Outre cette réaction, le Coran calciné par des militaires avait eu un contrecoup retentissant: Karzaï a annoncé l'abolition des contrats accordés aux compagnies américaines privées et versées en sécurité et leur remplacement par des membres des forces armées afghanes.

Ce faisant, le président afghan espère une accélération du rythme d'entraînement des engagés et l'étouffement d'un danger. Lequel? Les employés de ces compagnies étant majoritairement des Afghans, Karzaï appréhende la formation d'une milice une fois le contingent américain parti.

L'épisode du Coran ainsi que les 16 Afghans tués ont eu une autre retombée qui, elle, met en relief le peu de cas que les responsables de la base américaine à laquelle sont rattachés les membres impliqués se font des soldats. Selon une enquête du *New York Times*, les dirigeants de la base en question ont modifié les diagnostics effectués par le personnel médical afin de faire des économies. Toujours est-il que 285 individus jugés comme souffrant de désordre post-traumatique ne le sont plus. Des infirmiers rattachés à l'hôpital ont été déplacés parce qu'ils étaient au courant de ces malversations. Quoi d'autre? Le taux de suicide y est anormalement élevé, tout comme celui des maladies mentales et des troubles de comportement. Bref, ce qui se passe à Lewis-McChord relève véritablement du «*circulez, y a rien à voir*».

Entre ces révélations et le changement de politique arrêté par Karzaï en matière de sécurité, voilà que plus personne ne veut aller en Afghanistan. Enfin, on exagère, mais... Chose certaine, des sociétés américaines impliquées dans les programmes de reconstruction de la nation afghane ont décidé de rentrer au bercail parce qu'elles craignent pour leurs employés. Quant aux militaires, à la veille d'un autre départ pour Kaboul et ses environs, ils affirment avoir la certitude que les derniers événements vont augmenter passablement leur exposition au risque. C'est à se demander si Obama ne va pas se trouver dans l'obligation de revoir tous les paramètres de son plan.

Madeleine Parent

L'inspirante

Les monuments de notre histoire, souvent, parlent fort, sont éclatants, excentriques, mythiques, idolâtrés. Même dans la vie de tous les jours, ils ne passent pas, ne passaient pas, inaperçus.

Il faudra bien pourtant apprendre à construire d'autres statues maintenant que Madeleine Parent, la menuise, la discrète, est disparue. Se rappeler que le courage, celui d'affronter un Duplessis et de porter le syndicalisme dans des lieux qui y étaient réfractaires, n'est pas synonyme de grosse voix, de gros bras. C'est un message immense que de souligner ce qu'une force tranquille peut accomplir quand entrent en jeu des convictions profondes.

Il est difficile aujourd'hui d'imaginer ce que fut d'être une Madeleine Parent. Quelques mots de Monique Simard le résumant le mieux: «*Elle avait choisi son camp et n'y a jamais dérogé.*» Oui, elle avait rompu avec son confortable milieu social, n'avait pas eu d'enfants, pas connu la richesse, ni les honneurs. Mais en face, il y avait vraiment un autre camp, sur lequel on pouvait bâtir une vie, trouver l'amour, l'amitié, la reconnaissance: celui de l'action collective. Madeleine Parent a donc pris fait et cause pour les ouvriers, les femmes, les autochtones, les immigrants, les oubliés — et la souveraineté du Québec. Sur le terrain, toujours, et sans avoir peur des durs revers que la lutte entraîne, qu'il s'agisse d'être emprisonnée ou d'entendre les pires rumeurs sur sa vie privée.

Ce modèle s'est perdu au cours des dernières décennies: on est plus prudents aujourd'hui, on se ménage davantage. Et l'action coloflective ne se vit plus comme une totalité. Il est à cet égard fascinant de lire les questions, fort légitimes, que pose Nicole Lacelle dans ses *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*, publiés en 1988 aux Éditions du Remue-ménage. Vous, Madeleine Parent, n'avez-vous jamais été en burn-out, regretté de ne pas avoir eu d'enfants, ou peur d'être rejetée, peur tout court? Avez-vous mal vécu les 15 ans où vos luttes n'avançaient pas; d'être en «mobilité sociale descendante»; de voir certains s'attribuer le mérite de vos luttes? Et le vrai pouvoir, ça vous aurait plu?

A tout cela, Madeleine Parent répond non, non, non. Abandonner, regretter, mais pourquoi donc? L'espoir la portait, des amis, des ouvrières l'entouraient, et il n'était que normal de chercher à vivre selon ses convictions. Les gens de son milieu ne pouvaient la comprendre, «*alors je ne les voyais plus, c'est tout. Et j'étais tellement occupée...*». Car l'injustice ne fait jamais de pause, n'est-ce pas?

C'est une grande exigence que de chercher à mener une vie aussi cohérente, qui résiste au chant des sirènes de la popularité, du confort, des compromis, de sa place dans l'histoire. Qui ne se grise pas non plus de sa marginalité. Mais cela simplifie le message: sa présence à une manifestation n'avait qu'un sens — que la cause était juste. Et que la justice appelle l'action, pas seulement les beaux discours, et qu'on y mettra le temps qu'il faudra. À défaut d'un modèle à suivre, cela reste une inépuisable source d'inspiration. Et à sa place dans les livres d'histoire.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

Lettre à une femme remarquable

Chère Madeleine Parent,

Comme je t'ai aimée et admirée! À plus de 80 ans, lors de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, tu luttais avec nous contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. Tu n'avais rien perdu de ta fougue, de ta capacité à t'indigner bien avant que le mot soit à la mode. Ta voix de velours, loin des expressions tonitruantes d'un Michel Chartrand, n'en disait pas moins des mots redoutables: exploitation, aliénation, néolibéralisme. Mais aussi tu nous appelas inlassablement à l'unité des forces progressistes sans laquelle rien n'est possible. Tu fus solidaire de tous ceux et celles que les pouvoirs politiques et économiques négligent. Tu souhaitais l'indépendance du Québec, mais refusais de tomber dans un nationalisme étroit qui exclut.

Madeleine, tu m'as appris la persévérance, car tu avais l'engagement têté. Tant qu'il y avait une personne à aider, la journée n'était pas terminée. Il y a des jours où ton souvenir m'habite et me fait du bien.

J'espère que tu ne t'ajouteras pas à la longue liste des femmes remarquables et oubliées d'une histoire qui n'a jamais fait la part belle aux femmes. Je souhaite que l'on parle de toi dans les écoles, que des jeunes femmes s'inspirent de ton parcours pour s'engager dans la transformation du monde.

Dimanche prochain, je marcherai aux côtés des étudiantes et étudiants. En pensant à toi, fière combattante! Merci, Madeleine, pour tout.

Françoise David

Porte-parole, Québec solidaire
Le 12 mars 2012

Gare à l'américanisation!

J'appuie les braves clairvoyants qui ma-

nifestent contre la hausse des droits de scolarité. En effet, l'éducation post-secondaire ne doit jamais être un bien mercantile.

Dans les années 50, j'étudiais dans une université prestigieuse au Vermont, à quelques kilomètres au sud de Montréal, où j'ai reçu mon baccalauréat en 1956. Les frais annuels (matricule, hébergement et alimentation) étaient de 945 \$. Les étudiants avaient juste la responsabilité de l'achat de leurs livres et des dépenses sociales. À l'époque, le revenu moyen annuel d'une famille américaine était de 5000 \$. Résultat? Mes parents pouvaient m'offrir une merveilleuse éducation payée de leurs poches, sans s'endetter.

Aujourd'hui, la même éducation dans la même université américaine coûte 48 000 \$ par année, 6000 \$ supérieure du revenu moyen annuel d'une famille américaine en 2011. Oui, il y a des bourses, mais pas pour tout le monde et jamais pour couvrir tous les frais de scolarité. Ici je pose la question suivante: est-ce qu'un bac de mon université (200 000 \$ sur quatre ans) vaut plus qu'un bac de la Sorbonne (0 \$)?

Avec mes excuses, Monsieur Shakespeare, je me permets de tordre votre phrase «*Quelque chose est pourri au Danemark*» en une version plus réaliste: «*Ça va bien au Danemark (scolarité gratuite - Le Devoir, le 3 mars), c'est ici qu'il commence à se putréfier.*» Mes chers braves: gare à l'américanisation!

Tomas Feininger

Québec, 12 mars 2012

Mes petits-enfants ne seront pas de la chair à canon

Je me réveille, en ce dimanche matin du 11 mars, encore choqué et bouleversé: l'armée canadienne était hier soir à Boisbriand pour tenter de séduire et de recruter

les centaines de jeunes femmes et de jeunes hommes qui assistaient à une partie de la Ligue de hockey junior majeur du Québec. Drapeaux, fanfare, kiosque de promotion, tout y était. Avant la partie, on a présenté quelques soldats et souligné leur courage au combat. Ils étaient devenus des héros qui avaient défendu, au péril de leur vie, notre pays en Afghanistan. L'un d'eux avait même survécu alors que son camion était en feu. À l'une des pauses, un camion militaire sillonnait la glace pendant qu'un soldat lançait aux jeunes dans les gradins des chandails à la gloire de l'armée canadienne, en anglais évidemment.

Mais, à quoi les dirigeants de l'Armada de Blainville-Boisbriand ont-ils pensé? Quel intérêt ont-ils à s'associer à l'armée canadienne et à la glorification de la guerre? Ont-ils demandé la permission des parents qui emmènent leurs enfants se divertir en assistant à une partie de hockey: le public cible de l'Armada est composé en bonne partie de jeunes qui ne sont pas majeurs. Ces dirigeants de l'Armada ne savent-ils pas qu'une majorité de Québécois sont des pacifistes et qu'ils sont contre la guerre et la présence de l'armée canadienne en Afghanistan?

On interdit avec raison la présence de l'armée canadienne dans nos écoles, je ne comprends pas davantage qu'on lui permette de conter fleurette à nos enfants et à nos petits-enfants dans nos arénas. J'attends des explications des dirigeants de l'Armada de Blainville-Boisbriand, de la Ligue de hockey junior majeur du Québec ainsi que des villes de Blainville et Boisbriand, qui sont partenaires dans cet aréna. Je serai bientôt grand-père et je ne veux pas que mes petits-enfants servent de chair à canon.

Claude Bachand

Laval, le 11 mars 2012

LIBRE OPINION

Pénuries de médicaments: vite, une stratégie!

JOHN HAGGIE

Président de l'Association médicale canadienne (AMC)

Vivre avec une maladie débilitante et les souffrances qu'elle entraîne, parfois en sachant que la mort nous attend, voilà qui est déjà suffisamment difficile —, mais imaginez le stress supplémentaire lorsqu'on n'arrive pas à obtenir des médicaments d'ordonnance essentiels. Or, les Canadiens sont aux prises avec des pénuries persistantes de produits pharmaceutiques d'usage courant, comme les médicaments de traitement du cancer, les antibiotiques, les analgésiques et les vaccins, et notre pays n'est doté d'aucune stratégie cohérente pour faire face au problème.

Pour les médecins, cela signifie que du temps précieux qui devrait être consacré aux soins des patients est passé plutôt à consulter les pharmaciens pour trouver des médicaments de rechange. Cela signifie que des chirurgies nécessaires doivent être reportées. Mais, plus grave encore, cela signifie que les patients souffrent de ne pas recevoir les traitements appropriés.

Au cours du dialogue public que l'AMC a organisé l'an dernier au sujet de la transformation des soins de santé, nous avons en-

tendu dire que les pénuries de produits pharmaceutiques inquiètent énormément les Canadiens. La population veut que les gouvernements provinciaux et territoriaux unissent leurs efforts à ceux du gouvernement fédéral afin de s'attaquer à ce problème de façon coordonnée.

Or, s'ils ne constituent pas en soi une solution aux pénuries de médicaments, les renseignements à leur sujet peuvent toutefois contribuer à en alléger les répercussions. Les détails sur les produits en rupture de stock, la durée des pénuries, les produits de rechange disponibles et les régions géographiques touchées peuvent aider les médecins alors qu'ils s'efforcent de composer avec les pénuries.

Cependant, alors que l'Association médicale canadienne travaille avec Santé Canada et d'autres intervenants à mettre en place un système de partage d'information basé sur le Web, cela ne répond pas aux besoins immédiats des patients.

Nous avons besoin que le gouvernement du Canada se serve de tous les leviers auxquels il peut avoir recours, y compris des incitatifs économiques qu'il leur procure, pour faire pression sur les fabricants de produits pharmaceutiques afin de faire en sorte que les patients du Canada puissent obte-

nir les médicaments dont ils ont besoin.

De fait, la Société canadienne des anesthésiologistes, qualifiant la situation de crise imminente, a demandé à la ministre fédérale de la Santé de prendre les devants pour élaborer des stratégies nationales permettant d'anticiper, d'identifier et de gérer les pénuries de produits pharmaceutiques médicalement essentiels qui menacent la santé et la sécurité des patients dans toutes les régions du pays.

Une caricature publiée récemment dans un éditorial montrait un médecin dans une allée obscure tentant d'acheter des produits pharmaceutiques auprès d'un revendeur... Malgré l'exagération évidente pour effet comique — car il est bien évident qu'aucun médecin n'aurait recours à un tel stratagème —, la caricature illustre bien la situation désespérante dans laquelle nous nous retrouvons.

Pendant que des efforts sont faits pour démêler ce chaos, les médecins du Canada continueront à faire tout ce qu'ils peuvent légitimement faire afin de trouver une façon de traiter leurs patients. Mais, franchement, nous ne devrions pas être obligés d'aller à la recherche de médicaments pour nos patients, pas plus que tout autre citoyen d'un pays tel que le nôtre.

IDÉES

MADELEINE PARENT, 1918-2012

L'engagement et la persévérance

ANDRÉE LÉVESQUE

Spécialiste en histoire des femmes

Une grande dame nous a quittés. Elle était entrée dans la légende depuis des décennies. Organisatrice syndicale, féministe, humaniste, Madeleine Parent ne nous a pas vraiment quittés. Je ne me résigne pas à écrire qu'elle est partie, encore moins éteinte: elle vivra dans toutes les causes, parmi tous les groupes de travailleuses et de travailleurs, d'immigrants, d'autochtones qu'elle a appuyés durant une longue vie.

Madeleine Parent est née à Montréal en 1918 en face du parc La Fontaine. Ses parents l'envoyèrent dans les meilleures écoles et, après l'obtention d'un baccalauréat à l'Université McGill, elle se lance dans l'organisation syndicale, inspirée par une autre grande dame, Léa Roback. Elle fait ses armes dans l'industrie du textile à Saint-Henri et dans Hochelaga avant de se tourner vers l'organisation de l'usine de Dominion Textile à Valleyfield. Les conditions de travail, les salaires étaient pitoyables. La grève de 100 jours qu'elle y mène en 1946 se solde par la reconnaissance du syndicat des Ouvriers unis des textiles d'Amérique, non sans que le premier ministre Maurice Duplessis eût déclaré la grève «illégal».

L'année suivante, Madeleine Parent mène une grève à Lachute à la suite de laquelle Maurice Duplessis lui intentera, ainsi que les organisateurs Kent Rowley et à Azélu Beaucauge, un procès pour sédition. Le célèbre procès de Madeleine se soldera par un non-lieu en 1957, ce sera le plus long procès dans les annales judiciaires du Québec.

L'héroïne de Valleyfield sera pendant des années la bête noire de Maurice Duplessis. À la suite d'autres grèves dans l'industrie textile en 1952, Madeleine Parent et Kent Rowley fondent leur propre syndicat, indépendant de toute affiliation américaine. Désormais l'épouse de Kent Rowley, elle poursuit ses activités syndicales en Ontario où Madeleine et Kent deviennent un couple mythique.

Près de la politique

Madeleine a toujours suivi de près la scène politique, prenant parti pour le Oui aux référendums et adhérant au Parti québécois après son retour au Québec en 1983. Elle a lutté contre les accords de libre-échange et participe au Sommet de Québec en 2001 et siège à son Tribunal populaire ou Tribunal des sages. On se souviendra longtemps d'elle, marchant plusieurs kilomètres, portant une bannière par cette chaude journée du 21 avril 2001.

Féministe, elle est membre fondatrice du Comité d'action pour le statut de la femme (NAC) à Ottawa où elle représente le Québec entre 1972 et 1983. Elle se fait connaître pour sa défense des droits des femmes autochtones et pour son combat pour les salaires égaux pour travail de même valeur. Elle fut membre active de la Fédération des femmes du Québec et participe à la Marche du Pain et des Roses de 1995 et à la Marche contre la pauvreté et la violence faite aux femmes en 2000.



Madeleine Parent à Valleyfield, lors de la fête du Travail de 1948

ARCHIVES NATIONALES DU CANADA

Madeleine était un exemple de discipline, de volonté et de persévérance. Elle n'a cessé de protester contre les compressions dans les services sociaux, elle s'est portée à la défense des droits des travailleuses et des travailleurs immigrants, en particulier pour les femmes sud-asiatiques. Elle suivait de près la scène internationale et était membre de la Voix des Femmes. Toujours prête à dénoncer l'influence américaine au Canada, elle a dénoncé l'ALENA et s'est prononcée contre la

première guerre du Golfe en 1991 comme contre la deuxième en 2002 quand, déjà fragile, elle est descendue dans la rue pour réclamer la paix au Moyen-Orient.

Ce serait un cliché de dire qu'elle est et demeurera une inspiration, mais oui, elle ne va pas cesser d'inspirer toutes celles et tous ceux qui luttent pour la justice sociale, bravant les forces du pouvoir, prêts à assumer les conséquences de leurs actions.

Ardente militante

YVES ALAVO

Écrivain et poète

Dans nos vies, il y a de rares individus qui, à la somme de nos pensées et de nos émotions, sont d'abord des figures particulières qui transcendent nos schèmes, se classent hors de nos références et s'imposent, au-delà des goûts, des options et des partis pris, comme l'incarnation des idéaux qui nous animent et qui donnent un sens ultime à nos destins.

Madame Madeleine Parent, personnalité exceptionnelle du mouvement syndical et personne connue de la société civile du Québec et du Canada, militante, femme engagée pour la cause des femmes, le soutien aux pauvres et combattante pour la justice sous toutes ses dimensions, actrice de l'égalité pour toutes et pour tous et, enfin, passionaria de la liberté des consciences et des cœurs, appartient à cette catégorie.

Nous apprenons avec affliction et beaucoup de tristesse la fin de vie parmi nous de Madeleine Parent. Au cours du dernier tiers du vingtième siècle surtout, pour les citoyens de ma génération, nous l'avons connue, avons eu l'insigne privilège de la rencontrer surtout lors des manifestations populaires. Elle était souvent invitée à dire un mot. Sa présence et sa voix lors de ses adresses nous réconfortaient et, comme par une opération mystérieuse, couvraient d'une auréole de paix et de légitimité toutes nos activités reliées à la lutte pour un monde plus juste.

Dans notre dynamique sociale, dans nos rapports de réflexion et d'action, dans cette mouvance commune qui donne plus de crédit aux cyniques et encore plus de considération aux franges invertébrées constituées d'un amalgame de girouettes qui s'alignent du côté où soufflent les vents du favoritisme et l'air du temps, Madeleine Parent était un roc assis sur le socle des convictions et de la fidélité aux engagements.

Cette femme militante ardente, passionnée de justice et d'équité, reste pour toujours un modèle pour notre génération, un sujet de fierté et d'admiration pour les désormais rares témoins de sa génération et, nous le souhaitons, sa mémoire, sa vie, le patrimoine immatériel qu'elle incarne devront être magnifiés et présentés aux générations montantes.

Récemment, il était question qu'un comité montréalais recolte les propositions des habitants de notre ville pour, au bout du compte, en arriver à décider qu'elles seront les meilleures manières d'honorer la mémoire du sportif légendaire Gary Carter. Aujourd'hui, alors que la Journée internationale des femmes est encore dans la rumeur de la cité, que les Bâtisseuses de la Cité, sous l'égide du Bureau du 375e anniversaire de Montréal 2017, désignent Monique Savoie, de la SAT, Bâtisseuse 2012, nous rêvons à une forme de Temple de la renommée, Panthéon social de chez nous où, aux côtés de femmes et d'hommes de son calibre, Madeleine Parent aurait la place qui lui revient. Dignité.

Frappe israélienne en Iran

Contre des répercussions violentes sur les Bahá'ís

ROMÉO DALLAIRE

Sénateur, lieutenant-général à la retraite et ancien commandant de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda

Tandis que les pays du monde concentrent leur attention sur les ambitions nucléaires de Téhéran, un vif débat s'amorce concernant les avantages et les inconvénients d'une attaque préventive par l'armée israélienne.

Sans égard au fait qu'elle puisse être imminente, comme l'a mentionné le secrétaire américain à la Défense, l'idée d'une telle attaque me déplaît particulièrement, et ce, non seulement parce qu'elle serait prématurée et inefficace et entraînerait inévitablement des représailles dans la région et dans d'autres pays, mais aussi parce qu'elle pourrait mener à des incarcérations en masse et à des massacres par vengeance visant les 300 000 Bahá'ís qui constituent la plus importante minorité religieuse d'Iran.

Depuis des décennies, les Bahá'ís d'Iran sont victimes de raids brutaux, d'arrestations arbitraires, de tortures et d'exécutions. On les empêche systématiquement d'accéder au marché du travail et de poursuivre des études supérieures, et le simple fait de s'afficher en tant Bahá'ís leur vaut de subir une dure répression de la part de l'État. Le régime ne se contente pas de tolérer ce génocide idéologique, il le soutient, ce qui est totalement inadmissible.

Opération de dénigrement

Ce qui m'inquiète le plus est le fait que cette répression exercée par l'État est alimentée par

une guerre de propagande vicieuse — elle-même orchestrée par les médias contrôlés par l'État — qui vise à diaboliser et à dénigrer les Bahá'ís.

Au cours des 16 derniers mois, les médias iraniens ont produit plus de 400 articles, rapports et documentaires dans lesquels on accuse les Bahá'ís de tenter de renverser l'islam, d'être des conspirateurs sionistes et d'effectuer de l'espionnage pour le compte d'Israël. Les articles s'accompagnent souvent de dessins de la grande faucheuse et d'autres images visant à susciter la peur et la méfiance.

Tel un souffle atisant les braises de l'intolérance chez les éléments les plus extrémistes de la société iranienne, cette propagande fait en sorte d'inciter à la haine. J'ai déjà vu ce scénario dans le passé, et cela ne s'était pas bien terminé.

En 1991, *Kangura* — le tabloïd rwandais appartenant à des Hutus — avait publié l'image d'une machette à la une, accompagnée de la question suivante: «*Quelles armes allons-nous utiliser pour vaincre les cafards pour de bon?*» L'histoire nous a enseigné — et j'en ai été le témoin direct — que les campagnes de propagande visant à inciter à la haine jouent un rôle clé dans le massacre d'innocents.

Nous devons toujours nous rappeler la propagande contre les juifs dans l'Allemagne nazie, celle contre les musulmans dans la Yougoslavie de Milosevic, ou de celle contre les Tutsis et les Hutus modérés au Rwanda. Dans tous les cas, on a ciblé des minorités ethniques ou religieuses, et on a dépeint ses membres

comme des rats, des serpents et des cafards afin de les déshumaniser.

Des suites violentes

Pour que les violences éclatent, il faut également un élément déclencheur, quelque chose qui catalyse la peur et la haine que distille la propagande dans la population. Après des centaines de rapports des médias iraniens accusant les Bahá'ís d'être des conspirateurs sionistes souhaitant la destruction de l'Iran, que croyez-vous qu'il arrivera à ces gens si Israël décide d'attaquer? Compte tenu de la longue campagne de haine dont ils sont la cible, les Bahá'ís d'Iran pourraient subir une vague d'attaques violentes.

Le premier ministre Harper et le chef libéral Bob Rae ont eu raison de ne pas approuver l'action militaire, lors de leur réunion avec Benjamin Netanyahu, la semaine passée. Cela ne signifie pas pour autant qu'on doive fermer les yeux sur la menace nucléaire posée par l'Iran. En tant que l'une des principales puissances intermédiaires du monde, le Canada peut jouer un rôle important.

En premier lieu, nous devons mener avec dynamisme une stratégie globale en matière d'affaires étrangères à l'égard de l'Iran, en utilisant tous les outils économiques et politiques à notre disposition pour essayer de faire avancer les mesures diplomatiques. En second lieu, nous devons faire appel au nouveau Bureau de la liberté de religion quand il aura été établi, et nous assurer que la question des Bahá'ís se situe au premier rang de ses priorités.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Desjardis (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Bloux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correspondantes); Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet); Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Karl Rettino-Parazzelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéren (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Jean de Billy, Jennifer Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjardis, Amel Elhimm, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphanie Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

LANDRY

SUITE DE LA PAGE 1

a-t-elle eu un effet en ce sens? L'ancien premier ministre a dit «refuser de spéculer», «mais si ma lettre a eu un effet, bravo. Parce que j'ai eu beaucoup de commentaires positifs». Dans cette lettre du 24 janvier, M. Landry réclamait que le PQ renoue «clairement avec sa raison d'être et l'esprit du programme voté en 2005 après "la saison des idées"». Dans celui-ci, le PQ promettait un «référendum le plus tôt possible dans un premier mandat», formule abandonnée par Mme Marois en 2007.

Retours nécessaires

Quant au retour au bercail des Louise Beaudoin, Pierre Curzi, Lisette Lapointe et Jean-Martin Aussant — qui ont quitté le PQ en juin —, M. Landry l'estime nécessaire, «même s'il faudra de petites négociations» sur lesquelles il a refusé de s'étendre.

Le député de Nicolet-Yamaska, Jean-Martin Aussant, qui a fondé son propre parti, Option nationale, se réjouissait hier du fait que le PQ a regagné en popularité. Cela l'incite-t-il à rejoindre les rangs de son ancien parti? À ses yeux, le message du PQ demeure «passablement électoraliste». Mais il rappelle que, dans les statuts de sa formation, si un autre parti a une approche jugée «suffisamment similaire» à celle d'Option nationale par ses propres membres, il pourrait établir une alliance ou même négocier une «fusion directe». Option nationale estime toutefois que l'élection d'un parti souverainiste devrait

enclencher un processus vers l'indépendance.

Quant à l'autre parti qui prône la souveraineté, Québec solidaire, M. Aussant estime que l'indépendance est pour lui secondaire puisqu'il place les combats de gauche en priorité: «Pour nous, la gauche ou la droite passe par la souveraineté, alors que, pour QS, la souveraineté passe par la gauche. On croit qu'il faut être souverain avant d'être à gauche ou à droite. Avant d'être à gauche ou d'être à droite, il faut... être.»

Écueils pour les souverainistes

Selon les derniers coups de sonde de Léger Marketing, le Bloc québécois délogerait le NDP comme premier parti fédéral au Québec et le PQ formerait un gouvernement majoritaire. Le blogue Tooclosetocall.ca, de l'ex-blogueur adéquate Bryan Brenguet, qui traduit les résultats des sondages en sièges, prédisait dimanche que, selon le dernier Léger, le PQ obtiendrait 72 circonscriptions, les libéraux 33 et la CAQ 19. Québec solidaire conserverait un seul élu. Jean Charest, François Legault et Françoise David mordraient la poussière dans leur circonscription respective (Sherbrooke, L'Assomption et Gouin).

Selon des experts, la remontée du PQ et du Bloc ne signifie toutefois pas un regain pour la souveraineté. Le dernier sondage sur le sujet, fin janvier, indiquait que la souveraineté était à 43 % après répartition des indécis. Or, si l'on additionne les intentions de vote (après répartition) des trois partis souverainistes présents dans le questionnaire de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
La chef du PQ, Pauline Marois, a remis le cap sur l'indépendance, estime Bernard Landry.

Léger Marketing, on obtient 41 % (33 % du PQ, 6 % de QS et 2 % d'Option nationale).

Pour la sociologue Claire Durand de l'Université de Montréal, experte es sondages politiques, une tendance est indéniable depuis au moins trois années d'opinion (Forum Research, CRQP et maintenant Léger): «Il y a un regain d'appui au PQ.» Mais pour la souveraineté, c'est «une autre histoire». D'une part, cette mesure semble être devenue presque indépendante par rapport au PQ: «Même quand l'appui au Parti québécois baisse, l'appui à la souveraineté ne baisse pas. Quand l'appui au Parti québécois monte, la souveraineté ne monte pas non plus!» Selon elle, la mesure d'appui à la souveraineté s'est muée avec le temps en «mesure d'identité». C'est la conclusion tirée par Mme Durand au terme d'études d'opinion postélectorales: «Le

vote des gens pour le Bloc ou le PQ, contrairement à tous les autres partis, a quelque chose d'identitaire. On va me dire: "c'est parce que je suis souverainiste que j'ai voté ainsi". Les autres électeurs disent: "c'est à cause des politiques du parti ou à cause d'une personnalité", etc.» Le politologue Jean-Herman Guay, de l'Université de Sherbrooke, est d'accord. «C'est un peu comme pour le catholicisme. Les Québécois se disent catholiques, mais il reste un important écart entre l'identité et la pratique. La souveraineté apparaît comme une option qui peut être mise sur le rond d'en arrière.»

Au reste, M. Guay fait remarquer que, contrairement à ce que plusieurs prédisaient, le PQ n'a pas souffert de tenir un débat sur les référendums d'initiative populaire et même d'annoncer qu'il proposerait ce mécanisme. Le politologue avait eu quelques rencontres avec François Legault avant que ce dernier ne crée la CAQ. «Il répétait qu'il fallait éviter à tout prix toute discussion publique sur un référendum éventuel parce que les Québécois font des "brûlements d'estomac" quand ils entendent ce mot. Or, ça n'a pas semblé nuire au PQ!», note M. Guay. Au contraire, croit-il, que le référendum soit «d'initiative populaire» laisse au peuple le choix du moment, «ce que plusieurs ont compris», souligne-t-il, surtout lorsque Mme Marois a balisé l'utilisation de ce mécanisme. «Les gens ont peut-être compris qu'un gouvernement pourrait gouverner sans se poser toujours la question du déclenchement du référendum.»

Le Devoir

PARENT

SUITE DE LA PAGE 1

rue, ils protestent, ils poursuivent en quelque sorte son idéal», pour-suit-elle. «Sa mort permettra peut-être de faire connaître aux jeunes cette remarquable oubliée», confiait Françoise David hier, qui perd elle aussi une amie et une grande alliée.

Madeleine Parent aura milité jusqu'à la fin de sa vie. Encore ces dernières années, on l'avait vue, infatigable, frêle, mais droite, marcher pour la paix et les droits des femmes, des réfugiés, des minorités et des opprimés. Régulièrement, on l'avait aussi lue ou entendue sur diverses tribunes. De sa plume incisive, il lui arrivait encore de protester contre des lois qu'elle jugeait injustes. Tout cela sans jamais se démonter, comme au temps où elle s'activait dans les syndicats. Alitée depuis quelques années, elle continuait, raconte Andrée Lévesque, à se faire lire *Le Devoir* jusqu'à tout récemment. «Elle semblait infatigable, elle rebondissait sans cesse», raconte son amie.

«Chaque lutte syndicale enseigne au travailleur comment se battre. Rien n'est jamais complètement perdu», aimait à répéter cette femme de principe née à Montréal en juin 1918. L'ainée de deux enfants a grandi au sein d'une famille de la classe moyenne installée en face du parc La Fontaine, à l'abri de la crise économique qui perdurera jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Étudiante appliquée, la petite Madeleine fréquentera alors les meilleures écoles, dont le couvent Villa-Maria. Parfaitement bilingue, la jeune femme est admise en 1936 à l'Université McGill au département de sociologie. Son choix n'est pas innocent. Il lui permet «d'éviter d'avoir à faire un baccalauréat dans un collège classique de religieuses», confiera-t-elle dans ses entretiens à Nicole Lacelle. Rapidement, les années d'études de l'étudiante déterminée deviennent des années d'engagement communautaire.

Une de ses premières luttes sera d'ailleurs celle pour permettre à des étudiants défavorisés d'obtenir des bourses et de poursuivre des études universitaires. «À l'université, mon milieu préféré était celui des étudiants moins favorisés et préoccupés de questions sociales», raconte-t-elle à propos de cette époque dans un entretien avec Nicole Lacelle, publié sous forme de livre. Elle déplore que,

lorsque la Seconde Guerre mondiale s'enclenche, cette cause perde de sa popularité au profit du discours de l'élite, individualiste, qui cherche seulement «à améliorer sa position et son capital».

Dès les années 30

La jeune militante s'implique d'abord au sein du Neuman Club des étudiants et étudiantes catholiques. Elle rejoint ensuite les rangs du Student Christian Movement (SCM), qui défend la justice sociale et la paix internationale, un mouvement majeur que l'historien Paul Axelrod a qualifié d'«élément le plus important et le plus constant du mouvement étudiant des années 1930».

En janvier 1938, un groupe d'étudiants met sur pied l'Assemblée des étudiants canadiens qui marquera profondément la vie de la jeune Madeleine. Son parcours se précise avec la rencontre de la militante Léa Roback, l'année suivante. De quinze ans son aînée, la femme de tête et d'idées appuiera Madeleine dans ses démarches

«Chaque lutte syndicale enseigne au travailleur comment se battre.

Rien n'est jamais complètement perdu», aimait à répéter Madeleine Parent

pour devenir organisatrice syndicale. Une égypte qui deviendra aussi une amie intime et une compagne d'armes fidèle.

Au sortir de l'université, Madeleine trouve un premier emploi dans le mouvement syndical, un geste d'éclat pour une jeune fille bourgeoise que l'on destine plutôt à une vie rangée. Mais ce confort, elle n'en veut pas. Du moins, pas tant que «la révolte et l'indignation» resteront nécessaires, raconte-t-elle à ses amis. En 1941, elle épouse Val Bjarnason, un camarade de la Colombie-Britannique rencontré au congrès de l'Assemblée des étudiants canadiens.

En 1943, son amie Jean Newman la présente à un organisateur syndical charismatique, Kent Rowley. Madeleine découvre en lui le «camarade idéal», selon les mots d'Andrée Lévesque, qui, dans son ouvrage *Madeleine Parent, militante*, le décrit comme un homme dynamique, réfléchi et énergique, à l'écoute des travailleurs. Kent deviendra le grand amour de Madeleine.

Un peu comme Michel Chartrand et Simonne Monet, Kent

Rowley et Madeleine Parent étaient unis dans la vie comme dans leurs engagements professionnels. Ils avaient tous deux une personnalité forte et indépendante, tout en étant complémentaires et profondément amoureux. Ils croyaient fermement à la nécessité d'un militantisme syndical sans concessions.

Dans sa biographie consacrée à Kent Rowley, Rick Salutin a bien cerné cette complémentarité. «Madeleine, précise, rigoureuse dans la préparation des dossiers, digne voire féminine en toutes circonstances, l'incomparable négociatrice et communicatrice. Kent, l'organisateur hors pair, flamboyant, moins intéressé aux détails immédiats qu'aux conséquences à long terme, toujours à l'affût d'une percée.»

Contre Duplessis

À ses côtés, Madeleine n'hésite pas à monter au front, défendant particulièrement les ouvriers du textile, et s'attirant les foudres de Maurice Duplessis qui la fait arrêter une première fois, en 1946,

pendant la grève de l'usine de Dominion Textile à Valleyfield. Le geste provoque une manifestation monstre. La syndicaliste obtient un cautionnement qui lui permet d'arriver à temps à Valleyfield pour superviser le vote qui sera gagné par les Ouvriers unis des textiles d'Amérique.

La grève de Lachute, l'année suivante, fait monter les tensions d'un cran. Les affrontements sont presque quotidiens entre les grévistes et les briseurs de grève protégés par les policiers. Les dirigeants sont arrêtés à répétition (Madeleine le sera trois fois en une semaine!). Le patronat comme Duplessis accusent Parent et Rowley d'être de dangereux communistes qui forcent les travailleurs à se mettre en grève. Le 19 mai, Duplessis ordonne l'arrestation des trois principaux chefs syndicaux: Parent, Rowley et Azéllus Beaucage pour «conspiration séditeuse».

Le fait qu'une femme figure parmi les accusés de ce «crime de la conspiration pour intimidation» déclenche les passions. «Ils cherchaient à démontrer qu'il y avait quelque chose de pas naturel, d'étranger chez une femme qui se bat pour les travailleurs», confiera plus tard la militante en entrevue à Denyse Baillargeon.

Madeleine Parent sera finalement condamnée à deux ans de prison en 1948, mais elle sera plus tard blanchie en Cour d'appel, le procureur du gouvernement n'ayant aucune preuve à présenter.

La décennie suivante amène le couple à poursuivre sa lutte jusqu'en Ontario où Madeleine et Kent travailleront main dans la main à la mise sur pied de syndicats locaux libérés des attaches américaines. La mort de son mari, en 1978, ne changera rien à la détermination de la militante qui figure parmi les membres fondateurs du Conseil des syndicats canadiens.

Infatigable

Tous ces combats, elle les mène avec passion, mais aussi mesure et respect. Madeleine Parent n'avait en effet rien d'une virago. «Une volonté de fer et un collier de perles», résume Rick Salutin. «Après une nuit de négociation, c'était habituellement les avocats qui avaient l'air abattus et épuisés alors qu'elle paraissait toute fraîche, calme, coiffée, avec son collier de perles, continuant de se battre pour chaque principe.»

Les droits des femmes lui tiennent à cœur et elle participera notamment à la création, à Ottawa, du Comité d'action pour le statut de la femme, où elle siègera tout au long des années 70.

La syndicaliste infatigable prend sa retraite en 1983. De retour au Québec, sans mari et sans enfants, Madeleine occupe son temps et son énergie à défendre les idéaux qui lui tiennent à cœur. Très active, elle est vue à la Fédération des femmes du Québec, à Alternatives, au Centre des travailleurs immigrants, à la Ligue des droits et des libertés et dans les associations d'appui aux femmes autochtones, à la mobilité réduite ou issues des communautés culturelles.

Ces derniers mois, la maladie avait finalement eu raison de son énergie hors du commun. Alitée depuis 2009, elle avait vu son état se détériorer graduellement jusqu'à ce que la mort l'emporte, entraînant la perte d'une autre figure emblématique du syndicalisme québécois.

Politiciens, syndicalistes, amis et militants ont été nombreux hier à saluer sa mémoire en apprenant son décès. Ils pourront lui rendre un dernier hommage bientôt, lors d'une commémoration dont la date reste à déterminer.

Le Devoir

PHILO

Le candidat socialiste François Hollande est le seul à évoquer l'absurdité du monde en citant Camus, qui disait: «Je tire de l'absurde trois conséquences, qui sont ma révolte, ma liberté, ma passion.»

SUITE DE LA PAGE 1

même chose au Canada, où il n'y a pas la même tradition, dit l'auteur. En France, tout le monde passe le bac de philo et, contrairement à la tradition anglo-saxonne, il y a une tradition de débat philosophique. Et puis, la France a une devise très philosophique: Liberté, Égalité, Fraternité.»

François Gauvin a donc pris son courage à deux mains et contacté tous les candidats à la présidence. Certains, comme le petit candidat de Chasse, Pêche Nature et Traditions, Frédéric Nihous, lui ont répondu au bout de quelques jours. Même chose pour celui du Nouveau Parti anticapitaliste, Philippe Poutou. Pour eux, très peu présents dans les médias, l'appel semblait inespéré. Ce qui ne veut pas dire que leur intérêt pour la philosophie n'est pas réel. Au contraire. Frédéric Nihous rappelle d'ailleurs que la philosophie était son sujet favori au lycée et qu'il a obtenu sa meilleure note au bac en dissertant sur l'idéalisme absolu chez Hegel.

Les portes se sont aussi ouvertes assez facilement chez les candidats de seconde division, comme Marine Le Pen, du Front national, et le centriste François Bayrou, qui est d'ailleurs agrégé de littérature et a écrit plusieurs ouvrages historiques. On aura compris que l'exercice fut plus difficile, voire impossible, auprès des deux principaux candidats Nicolas Sarkozy et François Hollande. François Gauvin, qui collabore aussi parfois au magazine *Le Point*, a dû promettre de publier les entretiens. Et là encore, ce ne fut pas toujours suffisant.

François Gauvin n'en revient pourtant pas que tous les candidats, à l'exception de Nicolas Sarkozy (auquel il consacre tout de même un chapitre), aient accepté de répondre à ses questions. Plusieurs se sont même pris au jeu, prolongeant un entretien auquel ils priaient visiblement plaisir. «Moi qui suis souvent désolé du niveau du débat politique de la campagne électorale, j'ai été surpris de l'épaisseur philosophique de la plupart des candidats.»

De Gramsci à François d'Assise

Le résultat est souvent étonnant et jamais ennuyeux. François Gauvin a parfois fait des découvertes surprenantes. Comme lorsque le candidat du Nouveau Centre, Hervé Morin (aujourd'hui rallié à Nicolas Sarkozy), lui avoue des convictions presque anarchistes sur la valeur suprême que représente pour lui la liberté, fruit de ses lectures de jeunesse du philosophe Max Stirner. Ou lorsque Jean-Luc Mélenchon rappelle que, dans sa jeunesse, il voulait devenir un «intellectuel organique», comme disait le philosophe marxiste italien Antonio Gramsci. Fait à noter, le candidat du Front de gauche refuse aujourd'hui la formule marxiste selon laquelle la religion est l'opium du peuple. Il dit plutôt que ce rôle est joué aujourd'hui par la publicité.

François Bayrou, lui, cite François d'Assise qui, à propos des rapports entre la nature et l'homme, disait «notre sœur la nature». Profondément catholiques, François Bayrou et Christine Boutin ont une définition très semblable de la dignité humaine. Pour eux, elle est un absolu. Ils ne séparent pas dignité matérielle et dignité morale. On ne peut pas perdre sa dignité, et personne n'est plus

digne qu'un autre. Pour François Bayrou, cette affirmation fait même «la différence entre la civilisation et la barbarie».

C'est peut-être en guise de rat-trapage que Marine Le Pen, qui avait eu 4 sur 20 au bac de philo, fait partie des candidats qui se sont prêtés avec le plus d'enthousiasme à l'exercice. On ne s'étonne évidemment pas d'entendre la candidate du Front national affirmer que la nation est une «structure naturelle», au même titre que la famille, même si elle n'apparaît qu'au XVIII^e siècle. Ses propos sont néanmoins beaucoup plus intéressants lorsqu'elle exprime sa confiance inébranlable dans le jugement du peuple français. Elle est la seule à expliquer qu'on a un devoir envers les siens. «Et "les miens", dit-elle, pour moi, c'est mon peuple. Pour Mélenchon, "les siens" ce sont les ouvriers du monde, pour Hollande, ce sont les humains...»

Le doute, jusqu'où?

Il est aussi passionnant d'entendre celui qui s'est opposé, à l'ONU, à l'invasion de l'Irak, Dominique de Villepin, affirmer qu'«il n'y a pas de guerre juste, car toute guerre a des conséquences dramatiques», dit-il. Une opinion avec laquelle Jean-Pierre Chevènement est en désaccord total, lui qui avait démissionné du gouvernement de François Mitterrand au moment de la première guerre en Irak. Pour Dominique de Villepin, explique François Gauvin, l'inquiétude semble au cœur de l'activité politique. C'est probablement l'apprenti philosophe le plus enclin à pousser l'exercice philosophique jusqu'à remettre en question ses propres convictions.

Bel effort de réflexion, mais qui explique peut-être aussi l'incapacité de l'ancien premier ministre à mener véritablement campagne et à se poser en solution de rechange. On remarquera que ce doute se retrouve aussi chez François Hollande. Le candidat socialiste est le seul à évoquer l'absurdité du monde en citant Camus, qui disait: «Je tire de l'absurde trois conséquences, qui sont ma révolte, ma liberté, ma passion.» Étrangement, François Hollande est aussi le seul candidat qui a refusé de répondre à la question portant sur la différence radicale entre le bien et le mal. Un observateur perspicace pourrait se demander si c'est une des raisons pour lesquelles il est, pour l'instant, celui qui a le plus de chance de l'emporter.

Mais que l'on ne se méprenne pas. «La capacité de répondre à une question philosophique ne détermine pas la capacité à agir philosophiquement», nous dit François Gauvin. Bref, après cet exercice, il n'est pas sûr que l'auteur lui-même voudrait être gouverné par un président philosophe. En attendant, ce livre vivifiant redonne étrangement goût à la politique. Il nous convainc hors de tout doute que ceux qui ont le courage de l'action politique valent mieux, beaucoup mieux, que leur image médiatique.

Vivement des entretiens philosophiques avec Jean Charest, Pauline Marois et François Legault. Chiche!

Correspondant
du Devoir à Paris

Bayrou, Hollande, Joby, Le Pen, Mélenchon, Sarkozy... leur philosophie sera disponible en librairie au Québec le 27 mars.

Rectificatif

Dans le texte «La tâche sera ardue pour les candidates péquistes» paru le 9 mars 2012 en page A 2, la chef du Parti québécois, Pauline Marois, a été décrite à tort comme la première femme à avoir été ministre des Fi-

nances du Québec. C'est plutôt Monique Gagnon-Tremblay qui a été la première femme à occuper ce poste en 1993 et 1994. Mme Marois a été ministre des Finances en 1995 et 1996, puis de 2001 à 2003. Nos excuses.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541
La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390